

Les luttes des femmes

Par le Comité Femmes de l'ASSÉ

Il est courant d'entendre que le XXI^e siècle sera celui des femmes; qu'avec tous les gains que celles-ci ont obtenus dans les dernières décennies, tant au niveau du droit de vote que de l'accès à l'éducation ou au marché du travail, il ne peut en aller autrement. Mais un grand gain reste encore à faire, celui de l'égalité complète et reconnue entre l'homme et la femme... Ce dernier gain n'en est pas un des plus évidents, il est plutôt la finalité de toutes les luttes féministes. Pour en arriver à tout changement social - élimination du patriarcat comprise - il doit s'opérer a priori un changement de mentalité. Le langage employé ainsi que la visibilité et la présence des femmes sont, en autres, des facteurs qui peuvent réussir à amorcer ce changement de mentalité, mentalité que nous est imposée à tous et à toutes du fait que nous évoluons dans une société profondément patriarcale.

Nous pouvons constater que le langage influence la pensée : il est pour nous très difficile, voire impossible, de songer à des concepts qui ne s'expriment pas par le langage. Comment pourrait-on songer à des concepts tels que le Bien et le Mal si on ne pouvait les exprimer? C'est en considérant cela qu'une des luttes les plus actuelles des femmes s'est amorcée, soit la lutte pour la féminisation. En 1979, des femmes françaises, soutenues par un groupe féministe de l'époque, Les Ménagères, commencèrent à réclamer la féminisation des titres de professions et de métiers. Et ce n'est que depuis 1986 que cette féminisation est reconnue en France! Féminiser, c'est parler des hommes ET des femmes qui composent la société; c'est parler des étudiantes ET des étudiants, parce que nous sommes bel et bien des étudiantes et non des étudiants. Féminiser, c'est saisir que les femmes sont une composante importante de la société, qu'elles sont une composante aussi importante que les hommes. Féminiser est un moyen de pression contre l'ensemble de la société patriarcale dans laquelle nous vivons. Dans le contexte actuel, où il est encore difficile pour une femme de s'exprimer en public avec crédibilité, féminiser signifie qu'on accorde à la femme le même statut qu'à l'homme, qu'on la sait capable d'autant de choses. Pourtant, quand le débat sur la féminisation refait surface, plusieurs se plaignent : les textes féminisés sont trop longs, sont trop lourds... et en plus, ça ne donne rien! La féminisation oblige à un effort grammatical qui en dérange plusieurs, mais derrière ce petit effort se cache une réflexion beaucoup plus profonde, le fameux processus beaucoup plus complexe d'un changement de mentalité collective. La féminisation est un moyen de contestation contre la société patriarcale, elle est une réappropriation de la langue par les femmes. Il faut bien comprendre que la féminisation ne peut qu'avoir un effet à moyen et long termes. En effet, ce n'est pas d'admettre qu'il y a des femmes ingénieures qui fait qu'il y a immédiatement autant de femmes ingénieures que d'hommes ingénieurs. Mais à plus long terme, le fait de féminiser ajoute au potentiel de la condition féminine. La langue a longtemps été la propriété des hommes, on n'a qu'à prendre leur représentation à l'Académie française ; de 1635 à 1980, aucune femme n'y siégeait et même aujourd'hui on n'en compte qu'une seule sur les quarante (40) membres. Ce qui nous amène nous amène à parler d'une autre lutte menée par les femmes, surtout lorsqu'il est question de politique, la parité.

La parité est la représentativité adéquate des différents groupes dans une instance, selon la proportion d'individu-e-s qu'ils représentent dans la société. Pendant bien longtemps, les femmes d'Amérique du Nord ont été représentées de façon plus équitable (quoique totalement injuste) car elles bénéficiaient du droit des minorités à être représentées dans toutes les instances. Cette mesure, fondamentalement insuffisante, a tout de même aidé à accroître le rapport de force des femmes. Malgré

qu'elle ait peut-être aidé la lutte, cette mesure était inacceptable car elle véhiculait un phénomène d'exclusion sociale liée au statut de minorité. Les femmes sont loin d'être une minorité, elles représentent un peu plus de 50% de la population mondiale! C'est pourquoi les femmes préfèrent maintenant lutter pour la parité, celle-ci pouvant leur permettre d'avoir une représentativité équivalente à celle des hommes. Il est primordial, pour en arriver à ce que les droits des femmes soient autant reconnus que ceux des hommes, que les femmes puissent avoir une représentativité équivalente au sein de toutes les instances. Mais la notion de représentativité adéquate n'est pas la finalité de la lutte pour la parité, elle n'est qu'un moyen. Le but ultime de cette lutte n'est pas simplement une représentativité équivalente au sein des instances décisionnelles, mais bien une représentation adéquate des femmes dans toutes les sphères de la société. Au niveau du travail, ceci pourrait se traduire par un nombre comparable de femmes et d'hommes à titre d'employés et d'employées, de cadres, d'administratrices et d'administrateurs... Mais la société, telle qu'elle fonctionne actuellement, n'est pas prête à cela. Les femmes vivant des situations différentes de celles des hommes et ayant des besoins différents, tout le fonctionnement de la société est remis en cause et doit être changé; d'où la nécessité d'avoir autant de femmes que d'hommes au sein de toutes instances décisionnelles.

Une question a maintes fois refait surface : les luttes féministes ont-elles réellement leurs places en Éducation? On sait que le système d'éducation est financé par l'État, on sait aussi que les réformes qu'il subit sont une initiative de l'État; bref, on sait que l'Éducation est régie par l'État. On ne peut pas dissocier les réalités en Éducation de celles de la société. Le système d'éducation contribue grandement à former les citoyens et citoyennes. Il véhicule certaines valeurs et en écarte certaines autres. De par son fonctionnement, il privilégie certaines personnes, certaines classes, certains groupes et en défavorise d'autres. Les problématiques à l'intérieur de la société se retrouvent inévitablement dans toutes les sphères qui la composent, l'Éducation y compris. Les luttes féministes, comme toutes les autres luttes progressistes, ont donc beaucoup à faire dans le mouvement étudiant. C'est pourquoi l'ASSÉ a voulu accorder une place importante aux luttes des femmes, par la création du Comité femmes. Ce comité a pour objectif de promouvoir la lutte pour la condition des femmes en Éducation comme dans la société et ce, au sein de toutes les instances de l'ASSÉ. Aussi, ce comité se propose pour aider à la création de Comités femmes dans les institutions scolaires et représenter un centre de ressources pour aider les étudiantes. Il permet aux étudiantes de se réunir entre elles pour discuter des enjeux qui les concernent directement. Lors du dernier congrès de l'ASSÉ, le Comité s'est particulièrement penché sur les questions de la féminisation et de la parité. Il fut par la suite adoptée par le Congrès une féminisation complète des noms et l'emploi des tirets pour la féminisation des adjectifs et des pronoms. Le Comité a aussi demandé un droit de vote au Congrès, mais cette demande ne sera traitée que lors du congrès d'automne. Pour favoriser la parité au sein de toutes les instances de l'ASSÉ - l'ASSÉ a déjà une position voulant privilégier la parité au sein du Conseil exécutif - le Comité a demandé à ce que les délégations (composées de trois (3) personnes par association étudiante locale) présentes au Congrès soient composées d'au moins une femme, la représentation de 50% étant difficile dans ce cas... Cette proposition sera aussi traitée lors du prochain congrès, à la fin du mois de septembre.

Les femmes, à travers leurs nombreuses luttes, ont obtenu d'importants gains. Mais on n'en est pas pour autant arrivé à nos fins. Il est important de réaliser que, malgré l'idée générale que les femmes ont acquis un statut égal à celui des hommes, plusieurs luttes sont encore à mener. Il suffit de penser aux cas d'iniquités salariales qui composent plus la règle que l'exception ou à l'image de la femme qui n'a que

pour seul atout ses belles fesses ainsi qu'aux nombreux autres exemples de discrimination faite envers les femmes pour être convaincu-e-s que le combat n'est pas terminé. CE N'EST QU'UN DÉBUT, CONTINUONS LE COMBAT!!!

Sources :

GOLDMAN, Annie, Les Combats des femmes, Casterman, Italie, 1998

www.multimania.com/les_menageres/femmes.htm

La langue macho

Les groupes engagés se heurtent très souvent à des problèmes internes de domination interpersonnelles.

Si nous voulons travailler efficacement à un changement social, il nous faut nous pencher sur notre propre comportement. Plus souvent qu'autrement, ce sont les hommes qui, même minoritaires, dominant les activités des groupes mixtes. On peut presque parler d'un "pattern masculin de comportement"; non parce qu'il n'arrive jamais qu'une femme s'exprime de cette façon, mais parce que ce sont généralement les hommes qui ont le privilège d'agir impunément de la sorte. et ces comportements ont pour effet d'entretenir ce privilège, en aliénant celles et ceux qui recherchent des échanges plus harmonieux, égalitaires et efficaces.

Certaines personnes ont déjà commencé à identifier leurs patterns de pouvoir et à assumer la responsabilité de s'en défaire. Voici une liste des comportements qu'elles cherchent à changer en elles et autour d'elles: les caractéristiques de la "langue macho"... commençons par arriver à l'entendre, autour de nous et dans nos propres interventions.

Jouer au "solutionneur" de problèmes: être toujours celui ou celle qui donne la réponse ou la "solution" avant que les autres n'aient eu quelque opportunité de contribuer à l'échange.

Monopoliser le crachoir: parler trop souvent, trop longtemps et trop fort.

Parler en "majuscules": présenter ses opinions et ses solutions comme le point final sur tout sujet, attitude renforcée par le ton de la voix et l'attitude physique.

Adopter une attitude défensive: répondre à toute opinion contraire à la sienne comme s'il s'agissait d'une attaque personnelle.

Couper les cheveux en quatre: soulever chaque imperfection des interventions des autres et une exception à chaque généralité énoncée.

Diriger la scène: prendre continuellement la responsabilité des tâches clés avant que les autres n'aient la chance de se porter volontaires.

Reformuler: reprendre en ses propres mots ce qu'une personne (le plus souvent une femme)) vient de dire de façon parfaitement claire. Embarquer sur la conclusion pour la récupérer à ses propres fins (phénomènes du "recouvrement").

Chercher les feux de la rampe: se servir sortes de stratagèmes, de mises en scène, pour attirer un maximum d'attention sur soi, ses idées.

Rabaisser: commencer ses phrases avec des tournures telles: "Auparavant je croyais cela, mais maintenant..." ou "Comment peux-tu arriver à dire que..."

Parler pour les autres: faire de ses opinions la voix d'une collectivité pour leur donner plus de poids: "Beaucoup d'entres nous pensons que..." Interpréter à ses fins ce que disent les autres: Ce qu'elle veut dire en fait, c'est que..."

Faire du "forcing": imposer comme seuls valables la tâche et le contenu, en éloignant le groupe de l'éducation de chacun et chacune, ainsi que d'une attention au processus de travail collectif et à la forme des productions.

Déplacer la question: ramener le sujet de la discussion à quelques thèmes que l'on maîtrise, de façon à briller en donnant libre cours à ses dadas.

Faire preuve de négativisme: trouver quelque chose d'incorrect ou de problématique à tout sujet ou projet abordé.

N'écouter que soi: formuler mentalement une réponse dès les premières phrases de la personne qui parle, ne plus écouter à partir de ce moment et prendre la parole à la première occasion.

Être intransigeant et dogmatique: affirmer une position finale et indiscutable, même à propos de sujets mineurs.

Jouer à la hiérarchie: s'accrocher à des positions de pouvoir formelles et leur donner plus d'importance qu'il faut.

Éviter toute émotion: intellectualiser, blaguer ou opposer une résistance passive lorsque vient le temps d'échanger des sentiments personnels.

Être condescendant et paternaliste: infantiliser les femmes et les nouveaux et nouvelles arrivant-e-s.
Phrase typique: "Maintenant, est-ce qu'une femme a quelque chose à rajouter ?"

Draguer: traiter les femmes avec séduction, se servir de la sexualité pour les manipuler, en utilisant l'"humour" ambigu, le pro-féminisme de façade.

Jouer au coq: aller chercher l'attention et le soutien des femmes en faisant preuve de compétition entre hommes face à elles.

Souffrir d'estudiantite aiguë: concentrer jalousement les informations clés du groupe entre ses mains pour son propre usage et profit.

Ces comportements-là affaiblissent grandement la pleine richesse des connaissances et des aptitudes que pourraient se donner le groupe. Les femmes et les hommes qui ont moins d'assurance que les autres, surtout face à un climat de compétition se voient en effet exclu de l'échange d'expériences et d'idées.

Si l'on ne met pas fin au sexisme à l'intérieur des groupes qui visent un changement social il ne pourra y avoir de mouvement pour un véritable changement. Non seulement le mouvement s'enlisera-t-il dans des divisions, mais on arrivera même pas à envisager clairement une libération des rapports d'oppression imposés aux femmes. Tout changement de société demeure incomplet s'il n'inclut pas une émancipation face aux structures qui reproduisent ces rapports d'oppression.

Voici quelques façons concrètes de prendre enfin nos responsabilités pour sortir de la "langue macho".

N'interrompre personne: on a remarqué qu'en groupe mixte près de 100% des interruptions étaient le fait des gars. Un bon exercice à tenter: se donner une pause de quelques secondes entre chaque intervenante.

Offrir une bonne écoute: il est aussi important de bien écouter que de bien parler. Autrement, autant parler tout-e seul-e chez soi... Bien écouter ne signifie pas qu'il faille se retirer lorsque l'on ne parle pas. Au contraire, écouter attentivement est aussi une forme de participation.

Recevoir et donner du soutien: l'entraide est essentielle dans un groupe où certaines personnes cherchent à reconnaître et à mettre fin à leurs "patterns de contrôle des autres". Chacun-e des membres du groupe doit prendre ses responsabilités en ce sens, afin d'éviter que ce ne soit toujours le rôle des femmes. Cette prise en charge permettra aussi aux femmes de sortir de leur rôle traditionnel qui les forces généralement à prendre soin des besoins des hommes en ignorant les leurs.

Cesser de parler en réponses/solutions: on peut communiquer ses opinions et ses idées de façon convaincue, mais non compétitive face à celles des autres. On n'est pas obligé de parler de tous les sujets, ni d'exprimer chacune des idées qui nous viennent, surtout en grand groupe.

Ne rabaisser personne: apprendre à se surveiller pour s'arrêter au moment où on s'apprête à attaquer

quelqu'un-e. Se demander, par exemple, "Qu'est-ce que je ressens exactement ? Pourquoi est-ce que je ferais cela ? De quoi ai-je vraiment besoin ? Qu'est-ce qui profitera le mieux au groupe ?"

Relaxer: le groupe peut très bien se passer de nos petites attaques d'anxiété. il s'en portera d'autant mieux.

Interrompre les "patterns d'oppression": il apparaît à chacun-e de nous de prendre dès maintenant d'interrompre, chez un-e collègue ou un-e ami-e, un comportement d'oppression qui nuit aux autres et qui paralyse le propre développement de cette personne. Ce n'est pas de l'amitié que de permettre à qui que ce soit de dominer ceux et celles qui l'entourent Apprenons à ajouter un peu de franchise et d'exigence à nos rapports d'amitié.

RÉFÉRENCE:

Le guide de désobéissance civile, page 5-6, année, éditeur

Pendant que les compagnies en profitent

Le Comité Femmes de l'ASSÉ

Rares sont les personnes qui en entendant le mot menstruation n'ont pas une image de saleté, d'impureté voire même de dégoût. Le seul moment où l'on aborde ce sujet, c'est lorsque vient le temps des éternelles farces de mauvais goût sur les femmes et leur syndrome prémenstruel. De nos jours, les femmes ne sont plus physiquement mises à l'écart mais par ce dédain généralisé, nous sommes carrément poussées à cacher cette manifestation naturelle du corps de la femme, faire comme si les menstruations, sous prétexte qu'elles ne sont pas bleu popsicle comme le liquide des annonces publicitaires, sont indignes d'attention. Pour nous aider à rendre nos règles quasi invisibles, Proctor & Gamble (qui détient 55% du marché et qui est responsable de la mort de plusieurs femmes des suites du syndrome de choc toxique) et Kimberly-Clark, rivalisent d'ingéniosité pour commercialiser des produits menstruels toujours plus petits et plus efficaces.

En ce qui concerne le prix des produits menstruels, on estime qu'une femme utilise approximativement 215 tampons et/ou serviettes hygiéniques par année durant 30 ans. Considérant ces moyennes, c'est

entre 2 400 et 3 000 \$ par année que nous donnons aux compagnies pour qu'elles soient dans nos culottes! Parce que ces produits ne sont pas stérilisés, les gouvernements considèrent que ce sont des produits de luxe et ajoutent une taxe d'achat au prix de vente lui-même imposant; en effet, et malgré ce que l'on veut bien nous faire croire, "plus blanc que blanc" ne veut pas nécessairement dire parfaitement propre, et comme aucun gouvernement n'a encore légiféré à ce sujet, les compagnies ont carte blanche pour mettre en tablette des produits susceptibles de nuire à la santé de leur utilisatrices.

Pire encore, les produits d'hygiène féminine (!) commerciaux contiennent des traces de dioxine. Ce composé organochlorique est hautement toxique pour l'être humain. La dioxine profite de la très haute capacité d'absorption de la paroi vaginale en période menstruelle pour s'incruster dans les tissus adipeux de notre organisme et ne plus jamais en sortir. Les organochlorés sont en relation directe avec l'augmentation des risques de cancer du sein, de cancer du col de l'utérus, d'endométriose, d'infections vaginales chroniques (parce que la Super Absorption des tampons déséquilibre le pH naturel du vagin en absorbant près de 90% des sécrétions autres que le sang), d'affaiblissement du système immunitaire, de maux de tête fréquents et même de malformations congénitales. Pour se débarrasser de tous les problèmes de santé reliés à leurs produits, les compagnies rejettent le blâme du syndrome du choc toxique (SCT), non pas sur la composition de leur produit, mais sur la mauvaise utilisation que nous en faisons!! En réalité, le développement de la bactérie responsable du SCT (le *Staphylococcus aureus*) est possible grâce aux composés synthétiques (comme la rayonne) utilisés pour rendre l'absorption toujours plus absorbante! La bactérie libère une toxine dans le sang de laquelle résulte de la fièvre, une réaction cutanée ainsi que des étourdissements. Aux États-Unis, depuis les années 80, 50 femmes sont mortes du SCT et plus de 1 000 ont été touchées par la maladie. 50 femmes tuées parce qu'elles étaient menstruées méritent qu'on réfléchissent un peu à ce que l'on porte pour, paradoxalement, nous protéger!

Bien que le marché de l'hygiène féminine aille bon train, il existe des moyens alternatifs naturels pour les menstruations.

L'éponge de mer naturelle est une des alternatives les plus utilisées. D'une durée de vie de 3 à 6 mois, elle ne contient aucune fibre synthétique ou organochlorique. Il existe aussi des tampons fait de coton naturel. Ils sont tous les deux disponibles dans la plupart des magasins d'aliments naturels.

Le keeper est une coupe menstruelle ré-utilisable en caoutchouc naturel. Porté à l'intérieur du vagin, il tient en place par une légère succion contre les parois vaginales. Il suffit de briser cette succion pour le retirer et le rincer. D'une durée de vie de 10 ans il est écologique, pratique et vraiment économique! Il est aussi possible d'utiliser des serviettes de coton réutilisables qui sont conçues et distribuées entre autres par le groupe Blood Sisters, groupe qui distribue aussi le Keeper.

En tant que femme, il est important de savoir ce que les grandes compagnies font lorsqu'elles sont en contact avec nos vagins. Prendre le contrôle de nos corps inclus prendre contrôle de nos menstruations; informez-vous, il existe des moyens alternatifs pour nous toutes!

Zone Rouge/Blood Sisters, zonerouge@bloodsisters.org

Tel.: (514) 273-3933

ÉCO LOGIQUE INC.

(groupe de femmes spécialisées en produits menstruels environnementaux)

Tel. : 1-800-680-9739

Bibliographie féministe non-exhaustive...

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE À CARACTÈRE HISTORIQUE

1. Le Collectif clio, L'histoire des femmes au Québec, depuis quatre siècles. (moins avancé-e-s)
2. Bettina Bradbury, Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation. (moins avancé-e-s)
3. Barbara Ehrenreich et Deirdre English, Sorcière, sages-femmes et infirmières. Une histoire des femmes et de la médecine. (moins avancé-e-s) Faible au niveau de l'analyse mais très bien documenté.
4. Sheila Rowbotham, Féminisme et révolution. (plus avancé-e-s)

OUVRAGES D'ANALYSES FÉMINISTES

1. Évelyne Tardy, "Regard critique de militantes sur des organisations syndicales et politiques" dans Prendre sa place! Les femmes dans l'univers organisationnel. (moins avancé-e-s)
2. Benoîte Groulx, Cette mâle assurance. (moins avancé-e-s)

3. Paola Tabet, La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps. (plus avancé-e-s)

4. Colette Guillaumin, "Pratique du pouvoir et idée de Nature. L'appropriation des femmes" dans Questions féministes. (plus avancé-e-s, ESSENTIEL)

Féministes et ASSÉ

Julie Descheneaux, étudiante au baccalauréat en sociologie (UQÀM)

L'ASSÉ donne une place bien particulière aux femmes et aux féministes. Certes, ses principes de base énoncent un soutien à l'ensemble des luttes progressistes, mais elle doit faire davantage que de seulement appuyer la cause. En fait, le rôle du comité femmes de l'ASSÉ ne se limite pas à celui d'un comité de travail. Il existe a priori parce qu'il entre parfaitement dans le cadre du but premier de l'ASSÉ, soit de promouvoir les

intérêts des étudiantes et des étudiants ou, plus particulièrement, de les défendre. Pour ce faire, il faut inévitablement lutter contre le système capitaliste puisqu'il est un obstacle majeur qui embourbe la population étudiante dans son aliénation. Privatisation du système, plans de réussite, rationalisation et autres sont des exemples de son application concrète et contre lesquels l'ASSÉ se bat.

Or, il ne faut pas oublier qu'une autre forme de domination empêche la population étudiante d'avoir accès à une éducation gratuite et de qualité : le patriarcat. C'est plus de 50% des gens qui subissent cette oppression et que l'on oublie en limitant sa lutte au capitalisme.

[suite en page 4](#)

suite de la page 2

Le régime des prêts et bourses inadapté à la réalité des femmes, l'accessibilité réduite aux femmes-mères et l'exclusion des femmes qui sont dans des programmes traditionnellement masculins sont autant d'exemples qui viennent appuyer l'idée d'un comité femmes au sein de l'ASSÉ. Mais son rôle n'est pas seulement de se battre contre ces situations bien circonstanciées puisque le patriarcat est un système social, un mode de vie global.

La société conditionne les femmes et les hommes selon des modèles précis, ce qui se traduit entre autres par des choix de domaines d'étude plus ou moins différents : la science politique, l'informatique, la mécanique sont surtout réservées aux hommes; les techniques infirmières, le service de garde, la coiffure sont des secteurs presque exclusivement féminins. Confinées dans un rôle social dominé par les hommes, les femmes doivent se libérer du système patriarcal si elles veulent être libérées. Par exemple, les valeurs généralement attribuées au genre masculin ne doivent pas être valorisées davantage que celles des femmes. Ainsi, on pourrait entre autres avoir comme résultat de réduire, voire d'éliminer, la division sexuée du travail et par le fait même, les inégalités salariales et la pauvreté accrue des femmes.

Par conséquent, l'ASSÉ doit plus que simplement porter une attention particulière à la cause féministe. Cette dernière doit être partie intégrante de ses revendications si elle veut défendre la cause étudiante et citoyenne puisque des gains au niveau de l'éducation seulement n'abolissent pas l'écart entre les étudiants et les étudiantes. En fait, ces dernières sont "désavantagées", comparativement à leurs homologues masculins.

F E M M E S

Le féminisme : où se situe le combat aujourd'hui

Julie Lachance, étudiante en sciences sociales à l'Université Laval



source: www.drooker.com

Avec les attaques masculinistes dont les femmes et, surtout, les féministes, sont victimes depuis quelques temps, il semble y avoir la nécessité de rappeler la pertinence, encore aujourd'hui, de mener un combat féministe radical qui s'attaque à la société patriarcale et capitaliste dans laquelle nous vivons. L'analyse féministe radicale est encore incomprise et critiquée, mais elle ne s'est pas laissée aveugler par les gains antérieurement obtenus par les femmes et a poussé plus loin la compréhension des inégalités entre les sexes.

Premièrement, malgré toutes les avancées faites pour améliorer la qualité de vie des femmes depuis le mouvement des suffragettes (droit de vote, droit à l'avortement, etc), il faut toujours rappeler que cette égalité devant la loi qui s'est peu à peu installée entre les hommes et les femmes n'est qu'une égalité sur papier, mais pas une égalité de faits qui est palpable au sein de la société et qui est le véritable objectif des féministes. Ce décalage entre l'égalité en droits et celle de fait est dû à la séparation toujours existante que la société fait entre la sphère privée (famille) et la sphère publique (politique), et il donne lieu à de nombreuses inégalités auxquelles il semble difficile de remédier.

D'abord, contrairement à ce que l'on semble vouloir nous faire croire, l'équité salariale est loin d'être atteinte puisque les femmes sont encore nettement plus pauvres que les hommes, surtout si on regarde du côté des familles monoparentales, généralement sous la charge des femmes. Cet écart est principalement dû au fait que les emplois qu'occupent habituellement les femmes (enseignement primaire et secondaire, garderies, infirmières, milieu communautaire, etc.), étant moins valorisés, ils sont aussi moins bien payés que les emplois majoritairement occupés par des hommes. Bien sûr, les femmes ont de plus en plus accès à d'autres emplois, mais le nombre de

une certaine hiérarchie à l'intérieur des ménages qui donne lieu à une oppression sur les femmes toujours présentes dans la sphère privée (famille).

De plus, on constate des inégalités toujours présentes dans le système d'éducation, inégalités qui ont nécessairement des répercussions sur l'éducation des enfants, sur la vision des femmes et des hommes qui leur est inculquée et sur la place qu'elles occuperont éventuellement dans la société. L'enseignement primaire et secondaire est majoritairement assuré par des femmes et est considéré comme étant de base, ne menant pas directement à une carrière professionnelle. Il faut aussi spécifier que les professeur-e-s à ce niveau sont clairement moins bien payé-e-s que ceux et celles qui enseignent au cégep ou à l'université. Par contre, l'éducation post-secondaire, directement reliée à l'apprentissage d'un métier, à la formation d'une carrière, est majoritairement dispensée par les hommes. Plus on avance dans les paliers d'étude, plus la proportion qu'occupent les hommes grandit. Aujourd'hui, même si la plupart des étudiants et étudiantes universitaires sont des femmes, leur présence à la maîtrise et au doctorat est moindre, donc leurs chances de devenir professeure en enseignement post-secondaire sont nettement diminuées. De cette façon, l'élite masculine s'assure de conserver sa place dans les sphères de pouvoir économique et politique puisqu'elle domine l'enseignement qui mène à cette élite.

La socialisation est un facteur important qui influence les choix de carrière faits par les femmes, malgré le fait que les hautes études et les postes de pouvoir leur semblent accessibles. En effet, étant donné que l'oppression des femmes est toujours présente dans la sphère privée, c'est-à-dire dans la famille, le modèle fourni aux garçons et aux filles,

femmes occupant des postes bien payés ne fait pas le poids devant la majorité féminine sous-payée. Il faut aussi se rappeler que, étant donné leur responsabilité familiale, ce sont souvent les femmes qui sont engagées à temps partiel et, peu importe la discipline, ces emplois sont bien sûr moins bien rémunérés et ne comportent aucun avantage social, contrairement aux emplois à temps plein. Cette différence salariale créée, en plus d'une égalité économique,

autant au sein du domaine familial qu'au sein du système d'éducation qui reproduit conformément le modèle de la famille, en est un sexiste. Encore aujourd'hui, la manière dont les parents éduquent leur enfants est différente selon le sexe de celui-ci, et cette éducation fait alors en sorte de reproduire l'inégalité qui s'est installée depuis des siècles et qui opprime les femmes : la société patriarcale. Bien sûr, plusieurs femmes réussissent à atteindre les « hautes sphères de pouvoir », mais à quel prix et dans quel objectif? Le prix à payer pour ces femmes est l'adoption de comportements masculins car, pour atteindre ces sphères masculines, l'attitude à adopter est claire : compétitivité, malhonnêteté, désir de pouvoir, etc. De plus, gravir les échelons de la domination, ce n'est pas ce qu'il y a de plus valorisant. En effet, abolir un système de domination basé sur le sexe pour en reproduire un basé sur la situation économique ne supprimera pas les inégalités présentes dans notre société contre lesquelles les féministes se battent depuis longtemps. C'est pourquoi une analyse anti-capitaliste est souvent retrouvée aujourd'hui dans l'élaboration des théories féministes radicales, contrairement aux analyses antérieures des féministes. Cette analyse semble aujourd'hui de plus en plus nécessaire puisque les inégalités sont de plus en plus établies et, bien qu'elles touchent majoritairement les femmes, elles n'épargnent pas les autres couches de la société.

Ces inégalités toujours présentes font en sorte qu'il est nécessaire que la situation des femmes soit défendue dans chaque lutte qui est menée pour la fin de l'oppression. Dans les luttes étudiantes que nous menons à tous les jours, il est indispensable de se rappeler qui souffre le plus, par exemple, des hausses de frais de scolarité, des coupures dans l'éducation et dans le programme de prêts et bourses : les femmes. C'est pourquoi les revendications spécifiques pour l'amélioration de la condition des femmes ont toujours leur place au sein des revendications du mouvement étudiant, et c'est aussi pourquoi il faut valoriser l'implication de ces dernières au sein des différentes luttes, car ce sont les premières à subir les effets des mesures anti-sociales adoptées par les gouvernements. Il ne suffit qu'à penser à une des premières décisions anti-sociales prises par le gouvernement Charest depuis son élection le 14 avril dernier, soit la hausse des tarifs en garderies de 5\$ à 7\$, pour se rappeler qui est principalement touché en ce moment par les mesures néo-libérales de Charest. C'est dans cet esprit, selon moi, que l'ASSÉ adopta, lors de sa formation, des revendications spécifiques pour les femmes et des mesures visant à encourager l'implication de celles-ci au sein de ses structures. Ces fondements de l'ASSÉ ne doivent en aucun cas être oubliés ou négligés, de là le rôle du comité femmes, et le combat pour une véritable égalité entre les sexes doit être rappelée chaque jour par tous les membres.

Toute reproduction et/ou diffusion des informations contenues dans le présent journal sont fortement recommandées et chaudement applaudies, à condition d'en mentionner la source!

L'Ultimatum est le journal de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), il est produit par le comité journal composé de : Gabriel L'Écuyer et Julia Posca. Rédaction de ce numéro: Hugo Desgagné, Gabriel L'Écuyer, Julie Lachance, Julia Posca, Tedajio Tsape et Yéti. Correction: Gabriel L'Écuyer et Julia Posca. Mise en page: Gabriel L'Écuyer et Julia Posca. Impression: Payette et Simms, Distribution: faites de votre mieux. Tirage: 12 000 exemplaires, Courriel: ultimatum@asse-solidarite.qc.ca. Pour les coordonnées de l'ASSÉ, voir à la page 8.

Une asymétrie derrière les « sexes » : le GENRE

Rebecca Lavoie, étudiante au baccalauréat en sciences politiques à l'UQÀM

L'égalité entre les deux « sexes » n'est postulée que depuis le siècle dernier. En effet, de la Grèce Antique, où Platon soutenait que le bonheur se trouve dans l'action politique, laquelle était alors inaccessible aux femmes, jusqu'au milieu des années 1900, où l'Église encourageait toujours et fortement une vision binaire inégale du monde, les hommes furent considérés supérieurs aux femmes.

Voilà donc quelques générations qui se voient inculquer les valeurs d'une « véritable » égalité entre les deux « sexes ». Ce postulat fondamental, qui à mon avis est certainement légitime, nous laisse toutefois croire en une réalité qui n'est pas. Cette idée prise pour acquies, avec laquelle la plupart d'entre nous avons grandi, nous porte à nier l'asymétrie toujours existante entre les femmes et les hommes. Cette attitude nous amène à adopter des comportements réactionnaires vis-à-vis des individus luttant pour une égalité réelle entre les deux « sexes ». Le féminisme est trop souvent vu comme un mouvement désuet, et son seul nom se voit imposer une connotation péjorative, anti-hommes, alors que la grande majorité des diverses tangentes féministes n'ont aucune intention de détruire un système, soit le patriarcat, pour en reproduire un semblable dans lequel les rôles seraient inversés.

Le système patriarcal est une organisation sociale fondée sur le pouvoir exclusif ou prépondérant des hommes, un système socio-économique construit par des hommes pour des hommes; la participation effective des femmes à la construction du système n'est encore qu'une possibilité latente. La société dans laquelle nous vivons n'est point prête à laisser autant de place aux femmes qu'aux hommes, ni dans la sphère politique, ni sociale/familiale (encore aujourd'hui, « l'homme de la maison » ou « le chef de famille » est une notion bien courante), ni dans la sphère économique. Grands penseurs, leaders politiques, professeurs dans les universités, dirigeants d'entreprises...Avouons-le, les « grandes de ce monde », ça n'existe pas encore! Ne vous méprenez pas, je parle ici de reconnaissance d'accomplissements, non pas des accomplissements eux-mêmes.

Notre société en est une qui favorise les hommes, qui valorise davantage les postes occupés traditionnellement par des hommes, les invite à « assurer », à être en contrôle de la situation, à protéger, à prendre « leur place », à être des hommes; les femmes, à être féminines, à ne pas parler trop fort, à laisser les hommes venir vers elles, à appuyer leur discours sur leurs confrères...Il est évident que la situation québécoise est préférable à celle de plusieurs pays, mais il reste que nous, femmes et hommes, sommes encore amené-e-s à adopter des comportements « genrés », c'est-à-dire purement

conditionnés selon le genre, masculin ou féminin, qui nous est automatiquement attribué d'après notre sexe. (Curieusement, le masculin l'emporte toujours dans la langue française, et on nous dit que c'est une question de fluidité...la question n'est-elle pas plutôt politique? Le vocabulaire choisi produit nos valeurs, il serait donc pertinent de commencer par là! Je ne me sens pas incluse quand on me parle d'hommes politiques, d'étudiants, de nous, les Hommes.) Les hommes refusant d'adopter des attitudes machos semblent confrontés à des pressions sociales les invitant à se conformer, et à ces attitudes, et donc à l'hétérosexualité, ou à se voir exclus. C'est dire que même les hommes ont à y gagner dans cette lutte pour une société égalitaire. Pour ce qui est des femmes qui ne sentent pas l'oppression, qui prennent « leur place », il semble qu'elles tendent à adopter des comportements inculqués au genre masculin, que cela soit ou non dans leur nature. Avons-nous vraiment à faire ça? L'homogénéité sur la base du genre masculin ce n'est pas ça l'égalité!

Qu'est-ce que le genre de toute façon? Le genre c'est l'ensemble du construit social dans les comportements humains; c'est la hiérarchie reflétée dans les rôles de sexes, dans les supposés caractères propres aux hommes et aux femmes, laquelle se perpétue depuis trop longtemps. Ce concept implique que l'espèce humaine est divisée en deux, qu'il n'y a donc pas d'espace possible à l'extérieur de ces deux catégories. Après tout, pensons-y, qu'y a-t-il d'inné, de propre aux femmes, aux hommes? Pas grand chose. Ne devrions-nous pas disposer de la latitude d'être ce que nous sommes, sans la contrainte du genre lié traditionnellement à notre sexe? Mais on a si peur de perdre cette catégorisation sécurisante du féminin/masculin. Si l'on décide de rompre la perpétuation de l'asymétrie des sexes par le rejet des comportements « genrés », autant chez les hommes que chez les femmes, il n'y a pas lieu de craindre une uniformisation des individus sur le modèle masculin par exemple, lequel n'existerait plus tel qu'on le connaît dans un contexte d'égalité.

Le genre, tant qu'à moi, n'est donc qu'un concept exécrationnel, une représentation propre au monde binaire¹. La vision binaire, manichéenne, ou encore dualiste du monde, en est une qui crée nécessairement des inégalités : en séparant toute chose en deux parties, sans nuance, une des deux parties opposées se trouve à servir de référence positive par rapport à l'autre, ce qui n'est qu'un pur jugement de valeur. C'est là que se créent les concepts de bien et de mal, d'excellent et de médiocre, de genre masculin et féminin, d'hétérosexuel et d'homosexuel, de normal et d'anormal, de (sexe) fort et de faible, etc. Ultimement, en divisant les êtres humains en deux groupes opposés avec comme instrument ce concept



de « genre » et tous les comportements qu'il dicte, hommes et femmes reproduisent nécessairement une dichotomie asymétrique.

Les femmes doivent prendre conscience de la situation encore inégale et prendre la place qui leur revient; les hommes, se positionnant au pôle privilégié de cette asymétrie, doivent eux aussi prendre conscience de la situation et participer à l'enlèvement de l'inégalité entre les « sexes » et ce, en laissant cette place aux femmes nécessaire au rééquilibrage des conditions humaines, en délaissant volontairement leurs avantages particuliers, leur rapport de force. Comme ce l'est pour tout groupe privilégié, la prise de conscience suivie d'une réelle volonté de répartition des pouvoirs, des opportunités, de la crédibilité, de la reconnaissance, des richesses, etc. bref de ce que l'on a en trop ou de ce que l'autre a en moins, est chose extrêmement exigeante. Chez les femmes, ne l'oublions pas, la prise de conscience de l'asymétrie hommes/femmes n'est rien de moins qu'une raclée pour l'ego. Autre concept à démolir selon moi mais bon...

Une quête d'authenticité, d'égalité, d'épanouissement, de bonheur; un rejet des comportements modelés par une histoire, une tradition, et une société hiérarchique, voilà ce que c'est!

¹ Ces idées sont développées de manière fort pertinente par les auteures suivantes: Navarro Swain, Tanya. « Au delà du binaire: les queers et l'éclatement du genre » et Delphy, Christine. « Penser le genre : quels problèmes? »...

FEMMES

BILAN DE LA CAMPAGNE DU 8 MARS

Blandine Juchs, étudiante au baccalauréat en sociologie à l'UQAM

Dans la perspective de stimuler la discussion au sein des associations locales et de renouveler les différents mandats d'une plate-forme pro-féministe à l'ASSÉ, il avait été voté au dernier Congrès :

« Que chaque association étudiante locale tienne une assemblée générale spéciale " femmes " autour de la journée du 8 mars, prenant compte des congés scolaires, et que ces assemblées générales soient précédées ou suivies d'une semaine thématique " femmes ". »

« Qu'un comité ad hoc mixte d'organisation des assemblées générales spéciales " femmes " soit formé afin de soutenir les associations locales dans cette démarche, notamment par la production de matériel, la création d'une liste de conférencières sur le féminisme, l'élaboration d'une suggestion d'un ordre du jour et d'une plate-forme de revendication. Qu'à ce comité soient élus des personnes au présent Congrès et au prochain Conseil Interrégional (CIR), personnes membres ou non-membres qui sont intéressées et désignées par l'une des deux instances nommées ci-haut. »

« Que le comité soit redevable au prochain Congrès et y produise un bilan. »

« Que le présidium des Assemblées Générales Spéciales " femmes " soit assuré par des femmes. »

Ainsi durant, les semaines autour du huit mars se sont tenues différentes activités, mais aucune Assemblée Générale spéciale femmes.

Matane : la semaine précédent le huit mars une soirée de discussion sur le

féminisme a été organisé lors du 5 à 7 hebdomadaire de l'asso, le film " Rebelles féministes " a été projeté, suivi d'une discussion sur les rapports de sexes dans nos vies comme dans la société en générale. C'était une soirée simple à organiser et une belle expérience à répéter.

Sherbrooke : Le lundi de la nourriture biologique et du café équitable auxquels étaient joints des textes sur l'image des femmes ont été distribués. Une lettre contre l'abolition du conseil du statut de la femme a été rédigée et des documents contre les publicités sexistes. Des images ont été placées dans les panneaux publicitaires. Il y a eu un atelier d'une vingtaine de personnes sur la question de la division du travail, sur la définition du patriarcat, et sur la nécessité d'une lutte féministe. Le projet de constituer un comité Femmes prend forme... Des débats se sont aussi tenus sur les comportements au sein même de l'asso durant toute la semaine .. Un autre expérience enrichissante... Discutez-en dans vos assos !

UQAM : Une assemblée générale des femmes de l'UQAM à été appelée : employées, chargées de cours, professeures et étudiantes se sont réunies le 10 mars dernier. La première étape était de se rencontrer, se reconnaître mutuellement. Face à l'ampleur de la tâche il a été décidé de poursuivre l'AG sur plusieurs rencontres afin de sortir avec un plan d'action et des revendications communes, concernant notamment les politiques internes de l'UQAM. Féminisation de la matière et introduction d'une perspective féministe dans les cours sont les revendications de base de l'Assemblée.

S'il y a eu d'autres événements ou s'il y en a à venir, avertissez-nous.

Brèves

Les femmes représentaient près des deux tiers des travailleurs au salaire minimum en 2003, au Canada, alors qu'elles constituaient un peu moins de la moitié de l'ensemble des employés. D'après Statistique Canada, une femme sur 20 travaillait au salaire

minimum, contre un homme sur 35.

«*Le salaire minimum est affaire de femmes*», *Le Devoir*, samedi 27 mars 2004, p. C7

...

Le Congrès américain a adopté un projet de loi reconnaissant au foetus une existence juridique, une victoire pour la droite religieuse qui fait craindre aux défenseurs de l'avortement un début de remise en cause de ce droit.

SANTINI, Jean-Louis. Le Devoir, samedi 27 mars 2004, p. A9

...

Depuis un an, des vigiles chiites traquent les femmes- de moins en moins nombreuses- qui osent encore se balader sans foulard dans les rues de Bagdad.

HACHEY, Isabelle. «Irak: la revanche des barbus», La Presse, dimanche 28 mars 2004, p.1



FEMMES

Un comité femmes, ça sert à quoi?

Émilie Robidas, étudiante au Collège de Sherbrooke

Au début de chaque année l'Association étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS) fait la promotion de ses différents comités: femme, mobilisation, journal, écologique, etc. Certains comités étaient déjà actifs, mais le comité Femmes l'était moins depuis quelques années, faute d'organisation et de mobilisation des étudiantes.

Ce qui a poussé les femmes à se regrouper et à reformer le comité Femmes est la volonté d'améliorer et de changer la condition des femmes. Nous (elles) vivons des inégalités dès notre plus tendre enfance tel que le genre. Le principal but du comité est donc de conscientiser les femmes et les hommes des effets de notre éducation sociétaria. Nous (elles) avons déjà fixé notre date d'assemblée générale afin d'être pleinement actives, soit le 21 septembre 2004 à 18h00 à l'AECS.

Les priorités qui ont été discutées durant la rencontre sont de faire des liens avec d'autres comités Femmes, soit dans des associations étudiantes ou dans des organismes communautaires, de préparer des conférences, de conscientiser et de sensibiliser la population à la condition féminine, surtout en ce qui a trait à l'image des femmes, la pauvreté au niveau des inégalités entre travailleurs et travailleuses, les prêts et bourses, le logement social et les mères monoparentales. Aussi, nous ferons de la conscientisation ainsi que de la mobilisation nationale en vue de la manifestation pro-choix, qui aura lieu le 3 octobre 2004 à Montréal, laquelle dénoncera le fait que les femmes n'ont pas le droit à l'avortement libre et gratuit et qui revendiquera ce droit. Plus tard, dans la semaine du 8 mars 2005, nous (elles) aimerions faire des assemblées générales avec toutes les membres du personnel des collèges et universités, ainsi qu'organiser quelque chose au niveau national, mais c'est pour plus tard.

Donc si cela vous intéresse et que vous voulez plus de renseignements, vous pouvez aller dans la section « document » du site de l'ASSÉ (www.asse-solidarite.qc.ca) ou nous contacter à Sherbrooke au (819) 346-1874.



source: www.drooker.com

LU DANS LA PRESSE

Cet été, on apprenait que...

« Le multiculturalisme justifie-t-il l'introduction de la charia au pays? Un groupe de musulmans de Toronto estime que oui et vient de mettre en place un tribunal d'arbitrage fondé sur la loi musulmane en Ontario. Les femmes de la communauté craignent toutefois le retour en force de principes religieux qui bafouent leurs droits et pressent le gouvernement de bloquer le projet. » (Voir, jeudi 29 juillet)

...et maintenant :

« Le président du Conseil musulman de Montréal, Salam Elminyawi, a d'ailleurs récemment mandaté des avocats pour étudier la possibilité d'instaurer un système de médiation basé sur les principes islamiques au Québec. «La médiation respecterait le cadre juridique qui s'applique au Québec. Si la décision n'est pas contestée devant les tribunaux québécois, elle deviendrait exécutoire», signale M. Elminyawi, tout en reconnaissant que la revendication est encore à l'état

□ VENIR

À chaque année, des militants et des militantes pro-vie, c'est-à-dire opposé-e-s à l'avortement, se réunissent à Montréal en face de la clinique du docteur Henry Morgentaler, un fervent défenseur du droit à l'avortement, afin de véhiculer leur message réactionnaire. Cette année, les collectifs *Les Sorcières* et *Cyprine* organisent une "contre-manifestation" afin de réagir à ce rassemblement.

Venez célébrer le droit à l'avortement, mais surtout, le droit pour les femmes de disposer d'elles-mêmes!

Joignez-vous □ la Fête foraine
feministe

le dimanche 3 octobre de 11h30 □
15h

Luttes féministes au sein de l'ASSÉ

Marie-Michèle Whitlock, étudiante libre à l'UQAM

Au dernier congrès à Sherbrooke un plan d'action a été adopté et plusieurs mandats ont été défini pour intégrer la lutte féministe dans le mouvement étudiant. Mais un accent a été mis sur la tâche de faire de la mobilisation pour combler le comité femme de l'ASSÉ : *Que les membres de l'ASSÉ travaillent activement à promouvoir l'implication des femmes dans le comité femmes de l'ASSÉ, avec pour objectif de combler les 3 postes vacants d'ici la fin de la session.*

Pourquoi est-il important que l'ASSÉ prenne des positions et des plan d'action pro-féministe?

La lutte féministe doit être intégrée à toutes les luttes sociales. Les femmes sont souvent celles qui se retrouvent au bas de l'échelle sociale. Elles sont les plus endettées par le système des prêts et bourses, elles ont davantage d'emplois précaires, elles sont majoritaires sur l'aide sociale, bref la classe des femmes est la plus pauvre de notre société. Cette classe a besoin de bons services sociaux comme l'éducation, la santé et l'assurance-emploi, c'est pourquoi les mouvements sociaux doivent se faire un devoir d'intégrer une perspective féministe à leurs actions, revendications et luttes. L'ASSÉ, qui prône une solidarité avec toutes les luttes sociales, a toujours proclamé l'importance que les étudiants et étudiantes prennent position sur des sujets qui touchent d'autres sphères de la société que l'éducation. Les femmes sont aussi des étudiantes qui ont besoin que leurs droits et intérêts soient défendus. Ainsi il est important que les associations étudiantes fassent connaître les revendications féministes et fassent la promotion de la lutte contre le patriarcat.

Le comité femmes de l'ASSÉ

Le comité femmes de l'ASSÉ est élu au congrès et a plus d'importance et de pouvoir que les autres comités. Il possède un droit de proposition et d'appui dans les instances (congrès et conseil interrégional). Cette structure a été adoptée à l'ASSÉ pour que les étudiantes soient bien représentées et que les droits soient bien défendus. Le travail que le comité femmes doit accomplir est de produire, en collaboration avec le comité information, du matériel d'information, d'organiser conjointement avec les comités de mobilisation et/ou les conseils régionaux des actions mettant de l'avant les revendications féministes. Pour pouvoir être sur le comité, où trois postes sont présentement ouverts, il faut être une étudiante membre de l'ASSÉ (voir les statuts et règlements sur notre site Internet).

Comment combler les postes et comment construire un comité femmes local?

Il est certain que le comité femmes de

l'ASSÉ serait beaucoup plus facile à combler s'il y existait des comités femmes dans toutes les associations étudiantes membres. Malheureusement ce n'est pas encore le cas, car il n'y a présentement que deux membres de l'ASSÉ qui en ont un. Alors faire la promotion du comité femmes national doit passer par une mobilisation locale pour la construction de comités locaux.

Les idées originales pour attirer les gens à s'intéresser aux revendications ne manquent pas, mais les principes de base de mobilisation et d'action restent des prémisses incontournables. Pour que des femmes désirent s'impliquer dans des comités femmes, elles doivent se reconnaître dans les revendications et surtout être mobilisées. C'est en organisant des mobilisations et des actions féministes que les étudiantes s'intéresseront aux comités.

Donc il est important que les associations locales continuent à faire des activités de mobilisation et des actions pro-féministes (conférences, actions femmes aux bureaux de prêts et bourses, dénonciation de la publicité sexiste, etc.), même s'il n'existe pas encore de comité femmes, car il ne se construira pas tout seul et tout le monde doit mettre la main à la pâte, y compris les hommes!

Est-ce que tout ce travail apporte des résultats?

L'ASSÉ existe depuis 3 ans et dès sa fondation elle s'est dotée de mesures pour favoriser l'implication des femmes. On peut penser au droit de parole alternance homme-femme, à la politique de féminisation à l'écrit et à l'oral, aux caucus non-mixtes, et on peut déjà remarquer que la représentation des femmes dans les délégations augmente, que des comités femmes commencent à se construire au niveau local, que les plans d'action intègrent de plus en plus une perspective féministe. Si on compare avec les autres organisations étudiantes (FECQ-FEUQ), où aucune mesure n'est établie et où les revendications féministes sont loin d'être écoutées, l'implication des femmes est plus faible, leurs revendications et plan d'action évincent la perspective féministe et ces groupes relèguent au groupe femme tout le travail. Les résultats de ses mesures et de l'intégration de la lutte reste tout de même difficile à évaluer, car c'est un travail à très long terme, mais déjà après quelques années on peut voir des avancées positives. Il est donc important de persévérer et que les étudiantes continuent à lutter pour faire valoir leurs droits!

Impliquez vous dans le comité femmes de l'ASSÉ et dans vos comités locaux.

Voici quelques-uns des mandats qui ont été adoptés lors du dernier congrès de l'ASSÉ qui a eu lieu les 24 et 25 septembre à Sherbrooke

1. Que les associations locales soient encouragées à mettre un point « femmes » à leurs assemblées générales afin d'actualiser les revendications et préparer un plan d'action avec un suivi.
2. Que les membres de l'ASSÉ travaillent activement à promouvoir l'implication des femmes dans le comité femmes de l'ASSÉ, avec pour objectif de combler les 3 postes vacants d'ici la fin de la session.
3. Que l'ASSÉ mène une campagne contre la marchandisation du corps de la femme, entre autres par la création d'autocollants et d'affiches.
4. Que dans chaque instance de l'ASSÉ soit préparé un point « femmes » et que les associations locales soient encouragées à faire de même.
5. Qu'une page « femmes » soit créée sur le site Internet de l'ASSÉ.
6. Que l'ASSÉ invite les associations locales à mettre sur pied dès cet automne des comités organisateurs d'événements, de débats et de mobilisation sur l'actualité du féminisme à l'occasion du 8 mars 2005 et que ces comités soient invités à se coordonner.
7. Que l'exécutif de l'ASSÉ et les associations membres travaillent à élaborer, en vue du prochain congrès régulier de l'ASSÉ, une position envers le congrès masculiniste international prévu pour le printemps 2005 à l'Université du Québec à Montréal.
8. Que l'exécutif de l'ASSÉ soit mandaté pour envoyer un communiqué de presse en appui aux actions entourant la tenue de la manifestation pro-choix du 3 octobre à Montréal.



Politique de féminisation de l'ASSÉ

À l'écrit, les mots ayant une différence au niveau de la sonorité doivent être féminisés au long et les mots dont la sonorité ne change pas doivent être féminisés à l'aide du trait d'union (-) selon les règles de la grammaire française.

Exemple: les étudiants et étudiantes touché-e-s par cette mesure

Cette politique est appliquée parce que les femmes doivent aussi exister dans la langue française.

LES MASCULINISTES : QUI SONT-ILS ET POURQUOI FAUT-IL LES COMBATTRE?

Par Benoit Lacoursière,
Maîtrise en sciences politiques, UQAM

Au mois d'avril prochain se tiendra à Montréal le Colloque Paroles d'hommes. Ce colloque regroupera des masculinistes de plusieurs pays francophones. La tenue de ce colloque au Québec prouve la montée en force des groupes masculinistes québécois. Il semble que la "condition masculine" intéresse de plus en plus les médias québécois et gagne de plus en plus d'adeptes, même parmi les plus progressistes. Or, nous croyons que c'est une grave erreur de porter crédibilité et attention au discours des groupes masculinistes.

Les groupes masculinistes sont loin d'être des groupes progressistes et visent plutôt à contrecarrer les efforts féministes des dernières décennies. Plutôt que de s'allier aux efforts des femmes, les masculinistes prônent plutôt un retour en arrière. Les masculinistes ne revendiquent pas des droits, mais plutôt le maintien des privilèges traditionnels masculins. Il existe plusieurs groupes masculinistes, certains s'en réclament et d'autres non. Une chose cependant les unit et il s'agit de leur volonté de combattre les droits et acquis des femmes. Certains flirtent avec la misogynie, comme c'est le cas d'Yves Pageau et de "Content d'être un gars"¹. Ces derniers n'hésitent pas à insulter les femmes en général et les féministes en particulier, à faire preuve d'intimi-

dation (comme photographe des militantes lors de manifestation, etc.) D'autres groupes font preuve d'un peu plus de subtilité et préfèrent essayer de convaincre l'État de céder à leurs revendications. Ils sont surtout basés dans les universités et dans quelques groupes communautaires. Ce sont eux qui organiseront le colloque d'avril prochain. Malheureusement, certaines femmes et certains groupes de femmes appuient les positions masculinistes.

Les groupes masculinistes sont présents dans à peu près tous les partis politiques, mais bien concentrés chez les plus conservateurs. Ils s'opposent souvent au droit à l'avortement, ils sont hétérosexistes; bref, ils sont véritablement réactionnaires.

Les groupes masculinistes interviennent sur plusieurs thèmes. Ainsi, leurs thèmes préférés sont la garde des enfants lors du divorce, le suicide chez les hommes et la réussite scolaire des garçons. Plus souvent qu'autrement, ils détournent les statistiques officielles pour arriver à leurs fins et ne font qu'une analyse superficielle des problèmes. Par exemple, en ce qui concerne le suicide, ils n'analysent pas les tentatives de suicide plus nombreuses chez les femmes, ni les moyens utilisés pour se suicider (les hommes utilisent plus souvent des armes et les femmes plus souvent des médicaments avec moins de chance de "succès"), ils ne considèrent pas non

plus le nombre d'hommes qui se suicident parce qu'ils sont homosexuels, etc. Plutôt que de chercher au moyen d'une analyse approfondie, ils préfèrent en rester à des lieux communs. Par exemple, en ce qui concerne la réussite scolaire des garçons, les groupes masculinistes prônent un retour à la non-mixité des classes, ce qui ouvre la porte à des contenus différenciés pour les garçons (ex. : plus d'éducation physique et de science pour les gars et plus d'arts, et qui sait, plus d'économie familiale pour les filles !).

Si les hommes vivent des problèmes, en accuser les femmes et le féminisme est ridicule. Au contraire, c'est en puisant dans les théories féministes que les hommes pourront trouver des outils leur permettant de mettre en œuvre de véritables solutions. Les hommes doivent appuyer la lutte des femmes. Une première étape à franchir est celle de ne pas tomber dans le panneau des groupes masculinistes. Une deuxième étape est d'adopter des comportements et un militantisme profémministe.

¹ <http://www.garscontent.com>

ÉLECTIONS COMITÉ FEMMES

Le Comité femmes est composé de trois (3) membres élues par le Congrès ainsi que des collaboratrices et membres volontaires. Présentement tous les postes sont vacants

Pour être éligible, la candidate doit :

1. Provenir d'une association étudiante membre en règle de l'ASSÉ au moment de son élection ;
2. Recevoir l'appui de son association.

Le Comité femmes a pour objectif de promouvoir la lutte pour la condition des femmes en éducation comme dans la société, et ce, au sein de l'ensemble des instances de l'ASSÉ. Il doit être en mesure de présenter un rapport au Congrès annuel sur la question femmes. Il peut aussi :

1. Produire, en collaboration avec le comité d'information, du matériel traitant de leur champ d'intervention
2. Disposer d'une section femmes à l'intérieur du journal de l'ASSÉ, ou toute autre publication officielle ;
3. Organiser, conjointement avec les comités de mobilisation régionaux et locaux, des actions femmes ;
4. Siéger au Conseil interrégional, où il a droit de proposition et d'appui.

Pour plus d'informations, contactez l'ASSÉ !!

PLAN D'ACTION FEMME DE L'ASSÉ POUR LA SESSION HIVER 2005

La condition des femmes, le féminisme et le patriarcat sont, encore aujourd'hui, d'actualité. Avec le droit à l'avortement menacé et toujours pas aussi accessible qu'exigé, la montée de masculinisme, les plans d'action très stéréotypés pour la réussite des garçons, l'accès déficient à des garderies dans les institutions post-secondaire, les agressions physiques (viol, meurtre, ...) toujours trop fréquentes envers sur les femmes ... L'ASSÉ

vous invite à profiter du 8 mars pour organiser des événements tel que des Assemblées Générales femmes, débats, conférences, actions.... Malgré qu'il soit nécessaire que ces activités ne se produisent pas seulement le 8 mars, il est nécessaire de profiter de l'occasion pour parler encore plus fort!

SUGGESTIONS DE LECTURES FÉMINISTES

BALLUTER-CAD. Thanh-Huyên, Véronique
MOTTIER, Léa SGIER et Terrell D'ARVER (dir.). Genre et politique : débats et perspectives, Paris, Gallimard, 2000.

De DEBUVOR, Simone. Le Deuxième sexe, Paris, Gallimard, Folio Essais, 1986.

SINGARS, Anne-Marie, Chantal MAILLÉ et Évelyne TRADY. Sexes et militantisme, Montréal, Édition du CICHCA, 1989, 283 p.

TREMOLAY, Manon et Caroline ANDREW (dir.). Femmes et représentation politique au Québec et au Canada,

Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 1997, 276 p.

TREMOLAY, Manon et Réjean PELLETIER. Que font-elles en politique? Québec, Presses de l'Université Laval, 1995, 281 p.

Christine Delphy, l'ennemi principal, tome 1. Économie politique du patriarcat et tome 2. Penser le genre, Collection nouvelles questions féministes, Édition syllepse, Paris, 2000.

Susan Faludi Daclash, La guerre froide contre les femmes, 1993, Paris

FEMMES

Retour sur le 8 mars

Par David Murray, étudiant en communication à l'UQAM

Encore une fois cette année le 8 mars, Journée internationale de la femme, a été célébré dans plus de 50 pays, aux quatre coins du globe. Sur tous les continents, des milliers de femmes, mais aussi des hommes, ont défilé pour dénoncer les sévices auxquels celles-ci font face et revendiquer la reconnaissance de leurs droits légitimes.

Une première manifestation eut lieu deux jours plus tôt à Istanbul, en Turquie, qui fut violemment réprimée à coups de matraque et de gaz lacrymogène par la police anti-émeute turque. Des femmes et de jeunes gens furent ainsi sévèrement violentés-e-s lors du rassemblement.

Cela n'a toutefois pas empêché les femmes de prendre la rue en ce 8 mars 2005. À Sao Paulo, au Brésil, elles furent ainsi 35 000 à manifester lors d'une "longue marche mondiale" destinée à faire connaître une "Charte mondiale des femmes" lancée la journée même et devant arriver le 17 octobre prochain à Ouagadougou, au Burkina Faso, après avoir traversé 53 pays. La marche se déroulait comme une course à relais où le témoin était un document prônant "l'égalité, la liberté, la justice, la paix et la solidarité". Entre autres choses, la Charte "identifie le patriarcat comme le système d'oppression des femmes et le capitalisme comme le système d'exploitation d'une immense majorité de femmes et d'hommes par une minorité".

D'autres manifestations importantes ont eu lieu en Europe et dans les Amériques. L'Asie ne fut pas en reste non plus avec plusieurs rassemblements. Ce fut notamment le cas du Pakistan, où eut lieu une manifestation rassemblant plusieurs centaines de femmes, menées par Mukhtar Mai, qui fut violée collectivement en 2002 parce que son frère avait eu une relation avec une femme d'une tribu d'un rang social plus élevé. La manifestation demandait la fin des crimes d'honneur et ce, peu de temps après que cinq des accusés eurent été acquittés.

Le Bangladesh fut quant à lui témoin d'une manifestation de plus de 5000 hommes qui marchèrent en solidarité avec les femmes et pour en appeler à plus de protection contre les attaques à l'acide, dont on estime qu'elles ont défiguré près de 2000 filles et femmes ces cinq dernières années.

Encore une fois, donc, le 8 mars fut une occasion pour les femmes de crier haut et fort que le temps était venu de mettre un terme aux discriminations dont elles sont victimes et en appeler à un monde plus juste et solidaire. Et c'est à cette solidarité prônée par ces femmes du monde entier que les étudiants et étudiantes en grève ont répondu en manifestant eux et elles aussi dans les rues de Montréal.

Femmes au Nicaragua

Par Lysanne Guay, étudiante en sciences humaines au cégep de Sherbrooke

En Occident, l'accès à la contraception fut incontestablement le point de départ de l'émancipation de la femme. Ces innovations ont permis au sexe féminin de sortir des rôles traditionnels qui lui était confiné pour se développer à part entière en tant qu'individu. Ce gain a permis à celles-ci d'acquérir une indépendance financière considérable par rapport aux hommes, de développer la confiance en soi, de choisir sa vie. Or, cette tendance ne semble malheureusement pas avoir gagné les mentalités des pays d'Amérique centrale, plus particulièrement au Nicaragua.

Tout d'abord, les moyens de contraception sont plutôt limités ou bien ils sont disponibles dans quelques organismes communautaires, financés par des ONG qui fournissent pilules anticonceptionnelles, condoms et dépoprovera. Malheureusement, la société catholique et patriarcale, dans laquelle les Nicaraguayennes sont enfermées, sont les principaux facteurs des grossesses prématurées (fille-mère). En effet, cette situation est due principalement à l'absence du père dans les foyers, du manque de communication avec la mère, d'un faible niveau d'éducation scolaire, au peu d'auto-estime... Pas étonnant que les adolescentes affirment que ce qui est le plus important, c'est d'être mère. Donc, il n'est pas étonnant de constater qu'environ 50% des jeunes femmes commencent leur vie sexuelle avant 18 ans. Le drame est l'absence, selon la région, des moyens de contraception, mais d'abord l'interdiction du Vatican de les utiliser. De plus, l'avortement y est également proscrit, bien que la loi nicaraguayenne accepte les avortements thérapeutiques si la vie de la mère est en danger. Mais la morale catholique, très puissante dans ce pays, oblige les femmes à poursuivre des grossesses non désirées et ce, même si la jeune fille n'a que 10 ans et qu'elle a été victime d'inceste par son père ou son frère. À ce propos, une grossesse sur trois est le résultat d'inceste ou de viol au Nicaragua. De plus, en 1998, la loi canonique stipule qu'un avortement non thérapeutique est passible d'excommunication! Imaginez! Dans une société patriarcale fondée sur le catholicisme! C'est une honte! L'honneur de la famille y est bafoué pour l'éternité! Il n'est pas surprenant, mais alors plus que révoltant de constater que les jeunes femmes sont souvent expulsées du domicile familial. Elles doivent assurer leur survie et celle de leurs enfants sans propriété, sans logement, la plupart du temps seules (quel homme voudrait d'une femme "déviérgée"? Et les Nicaraguayens eux ne se gênent pas pour avoir une vie sexuelle active avant le mariage et avoir DES vies extras conjugales durant leur mariage.) Cette situation expose davantage les femmes à la violence, abus et prostitution... l'enfermant ainsi dans un cercle vicieux.

Politique de féminisation de l'ASSÉ

La féminisation est utilisée pour inclure les femmes dans la langue française. L'ASSÉ s'est dotée de la politique de féminisation suivante :

À l'écrit : les mots ayant une différence au niveau de la sonorité doivent être féminisés au long et les mots dont la sonorité ne change pas doivent être féminisés à l'aide du trait d'union (-) selon les règles de la grammaire française.

À l'oral : les mots ayant une différence au niveau de la sonorité doivent être féminisés au long et les mots dont la sonorité ne change pas ne sont dits qu'une seule fois.

Message aux membres

Des élections auront lieu lors du prochain Congrès annuel au sein du conseil exécutif, du comité femmes ainsi que du comité du journal. Toute personne intéressée doit faire parvenir une lettre de candidature deux semaines avant le début du Congrès. Si vous avez des questions concernant les modalités reliées à la candidature, vous n'avez qu'à contacter par téléphone ou courriel l'ASSÉ, qui se fera un plaisir de vous répondre!

DATES DES INSTANCES

Les 7 et 8 mai prochain, l'ASSÉ tiendra un congrès d'orientation.

Le congrès annuel de l'ASSÉ aura lieu les 28 et 29 Mai 2005

D'autres instances ont lieu régulièrement. Consultez le site de l'ASSÉ à cet effet.

Le féminisme dans le mouvement étudiant

Par *Émilie Robidas,*
étudiante au Collège de
Sherbrooke

Depuis sa création, l'ASSÉ essaie d'inclure les luttes féministes dans sa lutte globale pour le droit à l'éducation. Il est important de parler des luttes féministes dans le mouvement étudiant, car il est un lieu d'éducation populaire et il vise l'amélioration générale de la société. Ayant des revendications larges, le mouvement étudiant intervient dans plusieurs sphères de la société. Il est donc propice d'y parler de féminisme. Le texte qui suit a pour but de faire un rapide survol de la présence du patriarcat et de quelques moyens pour faire avancer la lutte contre celui-ci.

Les lieux d'oppression des femmes

Dans la société, on constate encore plusieurs inégalités entre les sexes au profit des hommes. Ces inégalités sont présentes dans plusieurs domaines comme l'école, le système d'attribution des prêts et bourses et le mouvement étudiant.

Féminisme:

Prise de conscience d'abord individuelle, ensuite collective, suivie d'une révolte contre l'arrangement des rapports de sexe et la position subordonnée que les femmes y occupent dans une société donnée, à un moment donné de son histoire.

Patriarcat :

Système de structures et de relations sociales dans lequel les hommes dominent et oppriment les femmes. (http://www.sisyph.org/article.php3?id_article=1080&var_recherche=patriarcat)



L'école

Les féministes et les pro-féministes ont vu dans notre système d'éducation quelques failles. On constate que beaucoup de stéréotypes sont véhiculés dans nos institutions scolaires. Par exemple, nous apprenons dès la maternelle, dans les livres pour enfants, que Jeanne reste à la maison et que Paul va travailler. De plus, les enseignants et les enseignantes adaptent souvent leurs attentes selon le sexe de chaque élève, présument que les filles sont « naturellement » plus minutieuses et appliquées. Nous apprenons également que le masculin l'emporte sur le féminin : « Trois cents femmes et un petit chat se sont BALADÉS dans la rue ». Même l'animal masculin L'EMPORTE SUR L'ÊTRE HUMAIN féminin. Finalement, on constate que les nouvelles connaissances apportées par les études féministes ne sont presque pas reconnues. Il serait donc très pertinent d'avoir des grilles d'analyse et des bibliographies féministes dans les cours, car on y fait souvent abstraction des femmes.

L'arrivée de la publicité dans les institutions scolaires a mené les écoles à véhiculer un modèle féminin réduit à l'état d'objet sexuel. En effet, en plus d'être bombardés d'images sexistes à la télévision, les étudiantes et étudiants sont soumis aux publicités sexistes dans les toilettes de leurs écoles.

L'attribution des prêts et bourses

Étant majoritaires à occuper des emplois à temps partiel et au salaire minimum, les femmes doivent davantage avoir recours aux prêts et bourses. En effet, on constate que 58,7 % des bénéficiaires de

l'aide financière aux études sont des femmes. De plus, l'écart est encore plus prononcé parmi les personnes qui ont été mariées, soit 71,5 % de femmes comparativement à 28,5 % d'hommes. En plus d'être davantage endettées à la fin de leurs études, elles auront un moins gros salaire que les hommes pour rembourser cette dette.

Le mouvement étudiant

Dans le mouvement étudiant, on constate plusieurs signes de l'inégalité entre les sexes. Par exemple, il y a moins de femmes dans les instances des associations étudiantes et les tâches visibles sont plus souvent prises en charge par des hommes, tandis que les tâches de logistique, d'organisation et de travail d'arrière-scène sont plus souvent prises en charge par des femmes.

Quelques pistes de solutions

À la lumière des différents faits sur l'inégalité entre les sexes présentés dans la première section du texte, on constate qu'il y a encore beaucoup de travail à faire dans la lutte contre le patriarcat. Les lignes qui suivent ont comme objectif de vous proposer des pistes de solutions pour faire disparaître les inégalités entre les hommes et les femmes.

Les comités femmes

Les comités femmes permettent de susciter des débats et de sensibiliser les étudiantes et étudiants à la condition des femmes, grâce à la distribution de matériel d'information portant sur la santé, la sexualité et les stéréotypes sexuels. Aussi, certaines mesures plus concrètes sont mises à profit, afin que les étudiantes puissent saisir concrètement les moyens de leur émancipation en tant que femmes. Un exemple d'un tel moyen est la distribution de KEEPERS, qui sont un moyen écologique de récolter le flux menstruel.

Les caucus non mixtes

Les groupes de travail non mixtes permettent de parler de féminisme sans subir trop de pression. De plus, ils permettent aux femmes de se rassembler pour réfléchir à leur condition sans, pour la durée du caucus, avoir à composer avec des attitudes opprimantes de la part du sexe opposé. Aussi, les caucus

Pour soutien, formation et information contactez le comité femmes de l'ASSÉ : (5 14) 3 90-01 10, email : comitefemmesasse@riseup.net

non mixtes s'avèrent être des lieux de discussion sur des cas vécus, comme les cas d'agressions verbales ou physiques à caractère sexuel qui, malheureusement, arrivent dans le mouvement étudiant com-

me ailleurs. Les discussions sont ramenées dans les réunions mixtes afin de collectiviser les réflexions. Il n'est donc pas ici question de se rassembler pour comploter, mais bien de mettre en place les conditions qui permettent la réflexion et l'action.

La féminisation

La féminisation, c'est l'adaptation du langage verbal et écrit à la réalité des femmes. L'une des principales différences entre la langue traditionnelle et la langue française féminisée, c'est l'abolition de la règle qui dicte que le masculin l'emporte sur le féminin. Par exemple, on ne dira pas « Les étudiants de ce collège se sont prononcés en faveur du plan d'action » mais bien « Les étudiantes et les étudiants de ce collège se sont prononcé-e-s en faveur du plan d'action » ou encore « La population étudiante de ce collège s'est prononcée en faveur du plan d'action ». On reproche souvent à la féminisation d'alourdir le langage et d'allonger les conversations. Cette supposée lourdeur relève plus du manque d'habitude que le souci réel d'esthétisme.

Revendications de l'ASSÉ:

- Pour l'avortement libre et gratuit,
- Pour des moyens de contraception libres et gratuits,



- Pour la promotion des garderies publiques et l'accessibilité à ces dernières,
- Pour des horaires de garderies adaptés aux horaires de cours,
- Considérant que nous nous opposons à toute forme de promotion d'un idéal féminin standardisé dont celui modelé par le marché capitaliste, l'ASSÉ se positionne contre tout concept relié à la femme-objet menant entre autre à la marchandisation du corps des femmes.

LA NOUVELLE CROISADE

Les intégrismes à la conquête du Québec

Par **Martine Poulin, Comité femmes de l'ASSÉ**

La mouvance politique occidentale d'aujourd'hui est loin d'être glorieuse et nous sommes en droit de nous demander si nous nous approchons un tant soit peu des glorieuses années 1980 au cours desquelles la droite conservatrice dominait les hautes sphères étatiques tandis que le fluo et les épauettes dominaient la mode vestimentaire. Vous voulez des noms : G. Bush, W. Schüssel (Autriche), A. Merkel (Allemagne), P. Fortuyn (Pays-Bas jusqu'en 2003), S. Berlusconi (Italie), K. Marcinkiewicz et L. Kaczynski (Pologne, homophobes notoires), Star Académie, etc. Camarades, l'heure est grave : le mauvais goût est à nos portes!

Or le Québec, sous ses dehors progressistes, est un enjeu pour la droite conservatrice. Même si les partis de centre gauche luttent ardemment à grands coups de réformes néo-libérales pour dépasser les conservateurs et conservatrices par la droite, ceux-ci et celles-ci tentent tout de même une percée sur la terre des infidèles. C'est dans cette optique qu'il faut voir le « Congrès Vie et famille 2005 », d'ailleurs baptisé dans l'informel mais sans discrétion de la part des groupes qui l'organisent « congrès pro-vie » : ils aspirent à conquérir le village d'irréductibles que nous sommes.

Ne soyons pas dupes!

Si le titre de « député chevalier suprême des Chevaliers de Colomb » à de quoi nous faire rire, il ne faut toutefois pas se leurrer : ces gens sont puissants et fortunés. En effet, le Congrès Vie et Famille¹ nous propose une pléiade de conférenciers (23) et conférencières (8) qui font partie des hautes sphères de la société : docteur-e-s, écrivains², hommes d'églises, politiciens, etc. Ces gens ne sont plus des marginaux : ils sont grassement financés par la droite religieuse et prennent de plus en plus de place dans les différentes sphères de la société.

Le discours que ces gens vont tenir à Montréal au mois de novembre prochain tourne autour des thématiques suivantes : opposition à l'avortement, au mariage gai, au divorce, à l'immigration, à l'euthanasie; promotion de la famille nucléaire traditionnelle, de la femme au foyer, de politiques natalistes, d'idées homophobes et racistes. Bref, un soufflet violent dirigé à l'encontre des valeurs qui nous animent, en direct du

sanctuaire des sanctuaires, l'Oratoire St-Joseph.

Mon corps, c'est mon corps...

Notons sans surprise qu'une majorité d'hommes vont, encore une fois, discourir de la question du droit à l'avortement, de la libre dis-



« Ôte ton rosaire de mes ovaires! »

position du corps des femmes et du retour au foyer. Cela n'est pas sans importance et il faut se méfier de la résurgence de ce discours : l'avortement n'est pas un acte légal au Canada, il est simplement décriminalisé. Il suffirait donc de peu pour changer le cours des choses.

Enfin, notons que les politiques natalistes, fruits des hommes et rares femmes au pouvoir (politique et économique) ont des résultats concrets et parfois désastreux sur la vie des femmes. En Occident, certains groupes d'intérêts font la promotion de la natalité pour sauver le pays de la crise démographique, parce qu'il faut faire plus de bébés blancs. Du coup, les cliniques de planning familial ferment un peu partout et les cliniques d'avortement disparaissent³. Au même moment, des femmes sont stérilisées contre leur gré dans les pays dits « en voie de développement » pour répondre aux impératifs politico-économiques du moment. Il devient donc nécessaire aujourd'hui de réactualiser la revendication féministe de réappropriation du corps des femmes par les femmes!

Avortons!... leur congrès

Pour réagir au Congrès Vie et famille, une coalition ponctuelle de groupes et d'individus a été mise sur pied à Montréal et a pris le nom «

Coalition Avortons leur congrès »⁴. Le but de cette coalition est de faire clairement comprendre aux conservateurs et conservatrices qu'ils et elles ne sont pas les bienvenus au Québec. C'est pourquoi les membres de cette organisation, dont l'ASSÉ fait partie⁵, ont choisi d'organiser une grande manifestation suivie d'un rassemblement festif le samedi 19 novembre 2005. Le but : rassembler le plus de gens possible pour faire comprendre à la droite qu'elle ferait mieux d'appuyer sur le bouton « autodestruction ». Un comité d'accueil est aussi appelé pour le jeudi 17 novembre, toujours dans une atmosphère festive, drôle voire même audacieuse (choquons la droite!). Enfin, la coalition fera relâche le 18 novembre, laissant le vendredi libre à l'imagination de tous et toutes.

Notons que cette coalition a choisi de se réunir sur des bases claires. Les grandes lignes de la plate-forme se résument ainsi : contre les intégrismes, le patriarcat, les rôles sociaux sexués (hétérocentrisme), le racisme, le contrôle religieux; pour l'autonomie et la liberté face à notre corps, notre sexualité, notre identité sexuelle, notre santé⁶. De plus, les organisatrices et organisateurs ont choisi de ratisser large pour l'événement et invitent tout le monde à participer à la dénonciation de la droite : mouvement étudiant, féministe, gai, lesbienne et queer, travailleurs et travailleuses, familles, etc. Parlez-en à vos ami-e-s : toute l'information, incluant tracts et affiches, est disponible sur le site Internet de la coalition à l'adresse suivante : www.libre-choix.ath.cx

¹ Pour la liste des conférenciers et conférencières ainsi que les détails du congrès : <http://www.cqv.qc.ca/activite2.htm>

² Notez que si le terme n'est pas féminisé, c'est qu'il n'y a que des hommes...

³ Les revendications des femmes et des féministes allaient dans le sens du droit à l'avortement libre, gratuit et accessible. Or, certaines régions du Québec n'ont aucune clinique d'avortement (Chaudière-Appalaches, Conseil-Cri-de-laBaie-James) ou un seul établissement (Estrie, Outaouais, Nord du Québec), forçant les femmes à faire parfois plusieurs centaines de kilomètres pour obtenir ce service.

⁴ Voir le site Internet : www.librechoix.ath.cx

⁵ Le Comité femmes et le CRAM participent activement à la Coalition et le Congrès des 8-9 octobre a pris position en faveur d'appuyer officiellement la coalition.

⁶ Voyez par vous-mêmes; plate-forme disponible sur le site Internet : www.librechoix.ath.cx

Passons à l'action !

**Jeudi
17 novembre**

Comité d'accueil festif

**Rendez-vous à 18h00
métro Côte-des-Neiges**

Amenez vos instruments, tam-tams... on va faire du bruit!

Les idées rétrogrades et anti-féministes n'ont pas leur place, ni à Montréal, ni ailleurs au monde!

Participons aux actions organisées par la Coalition Avortons leur congrès!

**Samedi
19 novembre**

Marche sur l'Oratoire suivi d'un rassemblement populaire

**Rendez-vous à 12h00
au Parc Jean-Brillant
(métro Côte-des-Neiges)**

Les femmes en lutte

par **Marc-André Fortin, étudiant en arts et lettres, profil langues modernes au Cégep de Drummondville**

De mémoire d'homme (et de femme), le patriarcat a toujours guidé les sociétés : les hommes ont accédé au pouvoir, ont dominé, détruit et construit des empires, imposé les lois religieuses et maritales. Jadis, par sa force physique et ses attitudes masculines parfois agressives ou discriminatrices, l'homme a subordonné la femme, plus qu'injustement. Les temps ont changé, et la bombe féministe a explosé au vingtième siècle. Les femmes ont obtenu le droit de vote, l'accès aux universités, une relative autonomie légale et financière, et plus encore. Elles ont fait tant de gains qu'aujourd'hui nous croyons, malheureusement à tort, qu'elles sont devenues égales aux hommes, qu'elles jouissent des mêmes privilèges. Peut-être que la comparaison du Québec à d'autres sociétés adoucit l'impact, mais, ici même, les femmes sont encore traitées comme des êtres inférieurs aux hommes.

Sur un premier plan, notre langue s'avère déjà sexiste. On nous apprend dès le primaire que le masculin l'emporte sur le féminin, peu importent les conditions et les contextes. Notre français, codifié par des hommes de lettres, avait pour intention de conserver le régime en place, de réitérer, dans notre parler, la dominance de l'homme. Face à cet outrage, il nous faut réagir en féminisant nos propos oraux et écrits. Serait-ce une perte de temps que de toujours faire suivre le mot « étudiantes » après « étudiants », que de porter attention sur toutes les formes possibles du féminin dès qu'une seule femme est incluse dans un groupe, tout comme c'est le cas pour le masculin? Il s'agit d'une habitude à adopter qui, bien au-delà de la simple notion de temps, vise l'inclusion complète des femmes dans les débats et dans la société en général.

Sur un deuxième plan, on croit que les femmes possèdent tous les outils pour réussir, que leur condition est identique à celle de l'homme. En effet, elles ne sont pas sans ressources, et font preuve de génie, particulièrement au cégep et à l'université, pour conjuguer travail, famille et études. Mais la femme a beaucoup plus souvent que le mari la charge des enfants; elle sacrifie ses études au profit de sa famille alors que l'homme est émancipé de cette contrainte à sa vie professionnelle. La femme est accablée, dans la plupart des médias, d'une image superficielle et stéréotypée, de critères de beauté élevés. C'est le retour de la femme-objet, répondant docilement aux pulsions du mâle. Son corps est utilisé pour la vente et la persuasion; ses attraits physiques deviennent parfois un critère d'embauche. Devant toute cette pression pour atteindre la perfection, la femme se sent démunie. Les femmes et les hommes doivent s'affranchir de ce concept de femme-objet, ne pas l'ex-

iger ou se l'exiger. Bref, ils et elles doivent le rejeter pour assurer la dignité et l'intégrité de toutes et tous.

Sur un troisième plan, les conséquences de l'avortement reviennent inlassablement aux femmes. L'avortement est encore perçu comme un acte démoniaque et immoral. La jeune femme s'est affranchie du poids de sa sexualité sans que l'homme ne reconnaisse cette indépendance. De nos jours, on vilipende vaillamment les jeunes femmes démolies psychologiquement par une grossesse imprévue en soulignant leur irresponsabilité et naïveté. Les garçons, au moins autant responsables du drame, ne se sentent nullement concernés par les problèmes qu'engendre l'avortement. Il ne s'agit pas ici de remettre en question les bienfaits de l'avortement - il est un gain pour tout mouvement féministe, permettant aux femmes de ne pas subir la totalité des contre-coups d'un événement imprévu -, mais bien de se responsabiliser face à cette réalité. (Christine Delphy, Parole de femmes)

Sur un quatrième plan, rappelons-nous que les femmes monoparentales constituent la couche la plus pauvre de la société et que plus de 85 % des victimes d'agression sexuelle sont de sexe féminin (Statistiques Canada). Les femmes touchent, en moyenne, un revenu 65 % inférieur à celui des hommes. De plus, elles sont les principales bénéficiaires des services sociaux joyeusement supprimés en cette époque néo-libérale. Est-il possible, à la lumière de ces constatations, de parler sérieusement d'égalité?

La situation féminine ne fait que s'aggraver au Québec. Même confrontées à tous ces problèmes, les femmes refusent de s'affirmer féministes, car nous avons une image déshonorante du mouvement. Une féministe n'est pas une tueuse d'hommes, une brûleuse de soutiens-gorge ou une femme manquée : c'est une femme qui revendique l'égalité des sexes. Tout simplement.

Ainsi, la cause féministe est loin d'être gagnée. Les inégalités, bien que camouflées, existent toujours ou sont banalisées. La formation de comités femmes dans les cégeps et universités de la province est donc fondamentale. Ces comités permettent un rappel constant de la situation féminine auprès de la population étudiante et des luttes à engager dans la société en général. Concrètement, le comité femmes peut axer ses actions sur la féminisation des propos dans les différentes instances de l'association étudiante, exercer des pressions sur l'administration pour la féminisation des textes, créer une garderie en milieu scolaire pour les mères aux études, mobiliser et informer la population étudiante sur l'importance de la lutte féministe, etc. Le comité femmes se veut donc défenseur de l'équité et souhaite étendre son influence sur l'ensemble de la société.

Les comités femmes

Par **Martine Poulin, Comité femmes de l'ASSÉ**

Le Comité femmes de l'ASSÉ est un lieu de réflexion et d'information sur la situation des femmes et la cause féministe. C'est aussi un organe d'organisation des luttes féministes en éducation et au sein de la société, ainsi qu'un soutien aux comités femmes locaux.

Puisque les droits des femmes sont encore aujourd'hui bafoués à grands coups de stéréotypes, de pauvreté, de violence, nous devons nous organiser et lutter contre les injustices et l'oppression. La cause des femmes fait partie intégrante de toutes les sphères de la société, y compris l'éducation.

À ce titre, il est aussi nécessaire de créer des comités femmes locaux au sein de chacune des institutions d'enseignement, pour lutter contre l'oppression des femmes rendue invisible parce que normalisée. Les comités femmes locaux sont les lieux de conscientisation, d'information et de mobilisation par excellence. L'action féministe au local permet de stimuler la réflexion et de créer une forte solidarité pour combattre les inégalités hommes-femmes.

Pourquoi créer des comités femmes locaux?

Pour se donner une voix contre l'oppression des femmes érigée en norme.

Pour prendre conscience du chemin qu'il reste à faire.

Parce qu'il y en a marre du « quand on se compare, on se console »

Parce que « Je ne suis pas féministe mais... »

Pour créer un réseau de solidarité.

Pour conscientiser, informer, mobiliser.

Pour ne plus être seule.

Pour partager.

Pour agir.

Vous voulez prendre contact avec le comité femmes de l'ASSÉ, envoyez un courriel à :

comite-femmes@asse-solidarite.qc.ca



Politique de féminisation de l'ASSÉ

La féminisation est utilisée pour inclure les femmes dans la langue française. L'ASSÉ s'est dotée de la politique de féminisation suivante :

À l'écrit :

Les mots ayant une différence au niveau de la sonorité doivent être féminisés au long et les mots dont la sonorité ne change pas doivent être féminisés à l'aide du trait d'union (-) selon les règles de la grammaire française.

Exemple : Les étudiants et les étudiantes concerné-e-s.

À l'oral :

Les mots ayant une différence au niveau de la sonorité doivent être féminisés au long et les mots dont la sonorité ne change pas ne sont dits qu'une seule fois.

Exemple : Les étudiants et les étudiantes.

Choisir (d'être) la femme objet

Par **Typhaine Leclerc-Sobry, étudiante en sciences humaines au Cégep François-Xavier Garneau**

Alors que les femmes ont traditionnellement été exclues des sphères publiques de la société occidentale, le vingtième siècle, témoin de leur arrivée massive dans les médias, pourrait laisser supposer une amélioration. Pourtant, dès que l'on s'attarde un peu à ces images féminines qui nous sont présentées tous les jours, particulièrement par le biais de la publicité, on en vient vite à se demander s'il est réellement question de progrès, d'amélioration. La quantité d'images de femmes qui nous est projetée est-elle synonyme de qualité? Ces images correspondent-elles à la vision que nous avons des femmes ou sont-elles le reflet de ce que certains et certaines désirent voir ou ont appris à désirer?

L'utilisation des femmes en tant qu'objets publicitaires n'est pas un phénomène récent. Il est intéressant de faire un bref retour sur ce qui a mené à l'utilisation marchande du corps féminin et surtout de son image stéréotypée, modelée sur la tendance du moment. Au début des années 1920, cette tendance est à la modernisation et à l'uniformisation dans les « arts ménagers », ce qui marquera le début de la construction de la femme-modèle. Cette femme-modèle, à laquelle chacune devrait s'identifier, est blanche et bourgeoise, elle tient sa maison éclatante de propreté grâce à ses nouveaux électroménagers, élève ses enfants sans heurts et attend le retour de son mari-pourvoyeur derrière son maquillage impeccable.

Les années de guerres qui suivront seront quant à elles fertiles en affiches montrant des femmes participant activement à l'effort de guerre, offrant leur force de travail, leur richesse ou « leurs » hommes. Ce type d'affiches qui présente des femmes fortes, sans émotion, où le maquillage et les lave-vaisselle s'effacent, laissant place à la production de masse, sera aussi présent en URSS ainsi que dans les pays sous dictature fasciste et ce, pendant plusieurs années. Après la guerre, la femme-modèle occidentale effectuera un retour en force pour évoluer en intégrant différents courants de pensée, de la pseudo-femme-libérée-tampax au féminisme « glamour »,

jusqu'à l'image de bombe sexuelle dénudée, épilée, hyper-mince et jamais menstruée, que l'on nous présente aujourd'hui comme la femme-type.

Cette femme, on peut difficilement oublier son influence sur nos vies alors que sa présence se fait sentir jusque dans les toilettes des écoles, elle sert à



Un exemple (parmi tant d'autres) de publicité sexiste

vendre un peu n'importe quoi - voitures, bières, soirées dans un bar branché, serviettes sanitaires... - mais surtout une image, celle de la femme parfaite, dont les publicités occupent plus de la moitié de l'espace dans les revues destinées à un public féminin. D'ailleurs, le reste du contenu de ces magazines, parfois diffusés à des millions d'exemplaires, va aussi en ce sens. En lisant des titres comme « Comment l'exciter en 10 mots ou moins », « 267 manières d'avoir l'air torride », voire même « Objectif sexy : 30 jours pour obtenir le corps de rêve », on ne peut que rester perplexe face à une soi-disant révolution sexuelle qui aurait libéré la sexualité féminine de ses contraintes. Au contraire, de nombreuses femmes s'identifient maintenant à la « culture sexe », portant fièrement le logo Playboy et le string-en-évidence ou fréquentant des bars dont l'argument de vente est la clientèle sexy et les soirées chaudes.

Aujourd'hui, bien que l'on s'indigne du manque de liberté qu'ont connu des générations de femmes avant nous, particulièrement en ce qui a trait à leur

corps et à leur sexualité, on oublie trop souvent la pression que la publicité, voire les médias en général, nous imposent encore sur ce plan. En effet, les images que l'on nous projette tous les jours sont celles d'hommes et de femmes uniformes et soumis-es à des critères de beauté précis, dont la vie (hétéro)sexuelle et sans soucis transparait, peu importe le contexte. Cette place immense qui est donnée à la sexualité et à une apparence physique adolescente contribue à construire en chacun et chacune de nous des critères de beauté et de performance parfois complètement décalés. Elle nous mène aussi à envisager hommes et femmes comme des identités masculines et féminines normalisées et strictes, ce qui est loin des diversités que comporte la réalité.

Cette intégration des portraits que nous projettent les médias mène nombre de personnes à dépenser temps et énergie, voire même à sacrifier leur santé, dans la poursuite de ces idéaux sexués. Cela est d'autant plus paradoxal que la publicité, qui se veut un outil de vente pour des produits donnés, n'utilise le corps des femmes que pour séduire les consommatrices et consommateurs, subordonnant complètement ce corps aux produits qu'elle veut mettre en valeur.

Dès lors, il apparaît que la voie dans laquelle nous nous sommes engagé-e-s, en tant qu'occidentales et occidentaux qui donnons de plus en plus de légitimité à la publicité, est plutôt glissante. Comment espérer nous définir en tant qu'individus formant une collectivité plurielle à tous points de vue en s'identifiant à des corps normalisés et anorexiques? Il importe de critiquer la place grandissante que prend cette publicité dans nos vies pour, éventuellement, diminuer son impact.

C'est en ce sens que l'idée d'une campagne nationale contre la marchandisation du corps des femmes prend forme. Alors que certaines personnes doutent de l'actualité des débats qui animent le mouvement féministe, que d'autres condamnent complètement ce type d'initiatives, il est clair que ce sujet est on ne peut plus actuel. En effet, au-delà de son intérêt évident, il est essentiel de s'y attarder plus longuement, de façon individuelle et collective, en vue de donner une plus grande visibilité à cette question.

Congrès anti-choix à moitié avorté

Par **Lizanne Guay, étudiante en sciences humaines au Collège de Sherbrooke**

L'avènement du Congrès anti-choix en novembre dernier est venu remettre en question les gains durement obtenus par les féministes. Évidemment, des organisations féministes ont bien flairé le danger et se sont regroupées pour faire un pied de nez aux misogynes de Québec-Vie. La coalition Avortons leur congrès peut être fière du travail accompli.

Initialement, un congrès pro-vie devait avoir lieu au somptueux oratoire St-Joseph, à Montréal, entre le 17 et le 19 novembre. Par crainte de voir le lieu modifié et occupé par des sympathisantes et sympathisants de la coalition Avortons leur congrès, la direction de l'établissement a refusé d'accueillir les pro-vies. Ces militants et militantes veulent « réaffirmer le lien entre mariage et procréation. (...) » Cet événement était orchestré par Québec-Vie, qui regroupe la droite et l'extrême droite religieuse, scientifique et politique. Cette organisation est ouvertement homophobe, misogyne, pro-Bush, xénophobe, contre le divorce... Des politiciens connus comme Ghislain Lebel, candidat à la chefferie du Parti québécois, et Stockwell Day, ancien chef de l'Alliance canadienne, ont pris part à cette basse activité.

Aussi, la couverture médiatique fut satisfaisante. Il

faut d'ailleurs s'en inquiéter puisque même Québec-Vie a été très heureux de constater l'intérêt des médias de masses sur leurs positions privilégiant « le respect de la vie humaine et de la promotion de la famille ». En effet, Luc Gagnon, président de Campagne Québec-Vie, a eu droit à des entrevues en direct à l'émission de Pierre Maisonneuve et celles de Paul Arcand. Cet intérêt général s'inscrit dans un discours masculiniste de plus en plus présent affirmant que le féminisme est allé trop loin et que les femmes sont responsables de la dite décadence des hommes. Luc Gagnon a insulté la coalition Avortons leur congrès d'« étudiants insignifiants ». Le journal La Presse a d'ailleurs couvert l'évènement du début à la fin et a rédigé en plus un surprenant article sur l'annulation du bed-in préparatoire au cégep du Vieux Montréal provoquée par une répression policière contre les personnes présentes.

Les actions ont débuté vendredi le 17 novembre en soirée. Un rassemblement festif et populaire était organisé malgré le temps maussade. Le lendemain, une activité non-mixte avait lieu devant l'oratoire St-Joseph où les femmes représentaient chacune un personnage symbolique : Jeanne d'Arc et une femme enceinte, entre autres. Celles-ci ont alors fait en alternance un discours qui représentait leur personnage et ont aussi crié des slogans révélateurs. Puis, les Panthères Roses, une organisation pro-queer et

anti-capitaliste, ont coordonné une action dans un restaurant dans le Vieux Montréal où les joyeux bonhommes distribuaient des condoms. L'objectif était de confronter les gens à une autre réalité et de dénoncer le congrès. Puis, samedi après-midi, il y a eu discours, pièce théâtrale, marche, soupe populaire et slogans. La police était particulièrement présente, surtout pour un événement où les familles étaient invitées... Puis, environ 70 personnes se sont rendues à l'église anglicane où s'était déplacé le congrès. Le service de répression de Montréal était présent, mais aussi un service d'ordre privé payé par les organisateurs et organisatrices du congrès. Pour se venger, ils et elles ont procédé à l'arrestation d'un jeune manifestant innocent. Puis, à 17h00, les militants et militantes ont quitté les lieux.

Il est important de se rappeler que c'est seulement depuis 1988 que l'avortement n'est plus considéré comme un crime au Canada. Or, l'arrivée d'un gouvernement minoritaire conservateur au fédéral et d'un vent de conservatisme qui souffle sur le Québec sont beaucoup plus redoutables que ce détestable congrès pro-vie. Harper souhaite resserrer les liens avec les États-Unis connaissant fort bien les positions anti-avortement de Bush et sachant qu'il est partisan d'un projet de loi donnant des droits au fœtus. Il faut donc garder l'œil ouvert sur la répression étatique exercée contre les femmes.

Femmes au travail

**Par Sophie Schoen,
Étudiante au Cégep de Saint-Laurent**

Le discours féministe libéral qui prévaut en Amérique du Nord a longtemps dit qu'une des grandes réalisations de ce mouvement a été la possibilité pour les femmes d'accéder au marché du travail et ainsi de s'affranchir économiquement de leur conjoint. Voilà certes un gain pour de nombreuses femmes, surtout issues de la classe moyenne, dont plusieurs d'entre elles avaient des ambitions de carrière et de meilleure éducation pour elles-mêmes et pour leurs filles.

Toutefois, la réalité est que les femmes ouvrières, souvent immigrantes, ont énormément travaillé depuis le 19^{ème} siècle, depuis le début de l'ère industrielle et même avant, parce que cela était tout simplement une nécessité pour survivre au jour le jour. Ces femmes travaillaient en tant que domestiques, mais aussi dans les usines, dont celles de l'industrie des textiles. Les conditions de travail des femmes laissent à désirer (celles des hommes aussi, par ailleurs); plusieurs luttes seront d'ailleurs menées dans ces secteurs majoritairement composés de femmes – souvent des femmes immigrantes et des femmes de couleur – pour des journées de travail plus courtes, des meilleurs salaires, des milieux de travail plus sécuritaires, contre la brutalité des patrons et des contremaîtres, et plus encore.

L'accès au marché du travail, soi-disant victoire du féminisme libéral et réformiste au 20^{ème} siècle, augmente le nombre de femmes au travail, mais ne change pas la donne pour plusieurs milliers d'entre elles. Aujourd'hui encore, malgré les gains réels au niveau de l'éducation et du travail issus des luttes menées par divers mouvements sociaux, les conditions de travail des femmes sont toujours peu reluisantes à plusieurs égards.

Les femmes occupent encore majoritairement les postes à temps partiel : 27% des femmes sur le marché du tra-

vail occupent un poste à temps partiel, contre 13% chez les hommes. Qui dit temps partiel dit aussi peu ou pas d'avantages sociaux (congrés payés de maladie, assurances, etc.), horaires de travail souvent atypiques et précarité. Les femmes sont aussi plus susceptibles d'occuper un emploi dans l'industrie des services (restauration, commerce de détail, etc.), un secteur où le travail est précaire et sous-payé. Plus récemment, la question de l'équité salariale a aussi mis en lumière des inégalités entre des domaines dits « traditionnellement féminins » (santé et éducation par exemple) et ceux dits « traditionnellement masculins ».

Les luttes pour de meilleures conditions de travail et des meilleurs salaires sont donc à continuer, et les femmes devront sans doute y jouer un rôle de premier plan.

Source:

Conseil du statut de la femme, <http://www.csf.gouv.qc.ca/>
Pour plus de statistiques, référez vous au texte « Femmes et féminisme », produit par le Comité Femmes de l'ASSÉ
Vous le trouverez à l'adresse suivante : www.asse-solidarite.qc.ca, section « Femmes »



Mères étudiantes : une entrevue

Par **Sophie Schoen,**
Étudiante au Cégep de Saint-Laurent

Pendant la grève générale de l'hiver 2005, les membres du Mouvement mères étudiantes et ménages étudiants du Québec (MÉMÉQ) ont produit un mémoire visant à dénoncer les situations de pauvreté et de précarité des parents étudiants. Le texte ci-dessous est basé sur une entrevue avec Geneviève Guernier, active auprès du MÉMÉQ pendant la grève, mère étudiante et membre d'un groupe de travail sur la conciliation études-famille. Pour consulter le mémoire produit par le MÉMÉQ, visitez le site internet www.antipatriarcat.org/memeq.pdf

On se doute bien que les parents étudiants sont loin d'être parmi les plus riches dans cette société. Pouvez-vous nous donner un portrait général de la situation socioéconomique des parents étudiants?

Il est d'abord important de préciser qu'il y a de nombreuses disparités entre les parents étudiants. Des filles célibataires, monoparentales, qui étudient au cégep, au bac ou au certificat, qui travaillent au salaire minimum, sont dans une situation beaucoup plus précaire que, par exemple, des parents qui font des retours aux études dans les cycles supérieurs (maîtrise et doctorat) et qui ont soit une carrière qui leur a permis d'amasser plus de sous, des enfants déjà grandis ou un conjoint ou une conjointe avec un revenu qui pourra soutenir la famille pendant les études du ou de la partenaire.

La monoparentalité est certainement un facteur de précarité important chez les parents étudiants. Les très jeunes mères aussi sont plus vulnérables; souvent, leur réseau social est moins développé et leurs ami-e-s sont porté-e-s vers des activités qui ne cadrent pas vraiment avec la vie d'un parent. L'isolement s'ajoute donc au fait que le salaire de ces mères sera souvent moins bon, qu'elles n'auront pas nécessairement les moyens de se payer une

voiture pour faciliter le transport, ou un logement près de l'école, de la garderie. D'un autre côté, les étudiants étrangers et les étudiantes étrangères, qui arrivent tout juste au pays, souffrent aussi d'une absence de réseau social et sont mal informé-e-s des ressources qui leur sont offertes en terme de soutien aux mères et aux familles.

Finalement, on peut dire que la situation est aussi plus difficile pour les mères que pour les pères, sans vouloir non plus négliger les problèmes de ces derniers. D'abord, il y a beaucoup, beaucoup plus de mères monoparentales que de pères monoparentaux. On sait par les statistiques que les familles monoparentales dirigées par une femme sont plus pauvres que les familles d'hommes monoparentaux. Et puis, culturellement, quand on croise dans la rue un homme seul avec des enfants, on est

plus porté à l'aider. Tandis que pour une mère seule, on trouve ça normal, on s'attend à ce qu'elle se débrouille seule, « naturellement ».

De nombreux parents étudiants sont bénéficiaires de l'Aide financière aux études.

Quelles sont selon vous les principales lacunes de l'Aide financière aux études (AFÉ) en ce qui concerne la situation des mères monoparentales étudiantes et des ménages étudiants?

On peut résumer simplement les lacunes nombreuses de l'AFÉ dans le fait que pour n'importe qui, les montants attribués ne permettent pas souvent de vivre au-dessus du seuil de la pauvreté. C'est aussi le cas pour les ménages étudiants. Les prêts et les bourses nous gardent assez systématiquement en dessous de ce seuil de la pauvreté.

On a vu des sondages (informels) sur les parents étudiants dans lesquels les trois quarts des répondants et des répondantes vivent sous le seuil de la pauvreté. On a vu aussi des cas de mères qui ont

suite à la page suivante



Sinon, il y a aussi certaines particularités qui s'appliquent plus spécifiquement aux mères et aux familles. Il y a le fait que les pensions alimentaires versées par les ex-conjoints (qui sont par ailleurs exemptes d'impôt) soient prises en compte dans le calcul de l'Aide financière, ce qui a pour effet de réduire les bourses. Il y a aussi le fait que c'est très difficile de prendre un congé de maternité quand on est aux études. Certaines universités ont fait des aménagements, surtout à la maîtrise ou au doctorat, mais il n'y a aucune politique globale qui accorde des congés parentaux payés pour les étudiantes et les étudiants.

L'AFÉ n'est pas non plus adaptée aux réalités de la vie urbaine. On reçoit les mêmes montants, peu importe le coût de la vie dans sa région, les déplacements, la disparité des prix des loyers, etc. Et les montants de l'AFÉ ne sont pas non plus indexés au coût de la vie en général.

La dette d'étude pour les parents-étudiants est supérieure à la moyenne. Au cégep, elle est de 5 106 \$ pour les étudiants et les étudiantes avec au moins un enfant à charge et de 3 660 \$ pour les autres. À l'université, elle est environ 8 311 \$ pour les étudiants et les étudiantes avec un enfant à charge et de 7 107 \$ pour les étudiants et les étudiantes sans enfant. Finalement, au secondaire professionnel, l'endettement des parents est de 2 514 \$ contre 2 126 \$ pour les non-parents.

suite de la page précédente

un revenu inférieur au seuil de la pauvreté établi pour une personne seule, qui est de 10 800 \$. On a vu des cas de parents qui reçoivent moins d'argent que des personnes sans enfant. Ces cas-là incitent certainement à ce qu'on pousse la recherche pour voir ce qui en est réellement de la situation des familles étudiantes.

De plus, et pour plusieurs raisons, les parents étudiants sont peut-être plus portés à l'endettement que d'autres étudiants et étudiantes. Par exemple, afin d'offrir une certaine qualité de vie à leurs enfants, des parents voudront payer un peu plus cher pour un logement avec une cour, près d'un parc ou dans un certain quartier. Ils et elles voudront peut-être se procurer une voiture, ou des meubles pour le bébé. C'est là que les banques, les marges de crédit et toute la business de l'endettement « privé » embarque, et s'ajoute aux prêts, aux dettes « pub-

liques » contractées auprès du gouvernement.

En bref, l'AFÉ fait partie d'une série de politiques peu empathiques mises en place par le gouvernement actuel et par les gouvernements précédents. Ces politiques ne sont pas seulement limitées à l'AFÉ. Il y a aussi toute la question du manque criant de logements sociaux, de résidences

« On a besoin de solutions qui tiennent réellement compte des besoins des mères étudiantes et des ménages étudiants. »

abordables pour les familles étudiantes, de résidences pour les étudiants et les étudiantes défavorisé-e-s, de l'augmentation du coût des garderies, etc. On a besoin de solutions qui tiennent réellement compte des besoins des mères étudiantes et des ménages étudiants.

Comment se vit la conciliation travail-études-famille-etc? Y a-t-il une flexibilité au niveau académique pour les parents étudiants ?

La conciliation de ces multiples responsabilités demande évidemment une gestion du temps extrêmement serrée. Nous avons l'impression que notre temps ne nous appartient plus : il est réparti entre les multiples échéances de l'école, du travail, des horaires de garderie peu adaptés à la réalité étudiante (les garderies exigent en plus des pénalités de retard énorme, par exemple \$10 par tranche de 10 minutes de retard), et plus encore.

Le fait que l'AFÉ ne permette pas de subvenir adéquatement aux besoins de soi-même et de ses enfants oblige plusieurs parents à travailler en plus de l'école. Là encore, c'est un fardeau de plus.

Quelles ont été les luttes récentes pour la reconnaissance des droits des mères étudiantes et des ménages étudiants ?

Différents groupes de travail, notamment à l'UQÀM, sont actifs autour de cette question. Des groupes de recherche et des collectifs de parents étudiants bougent aussi dans d'autres institutions. On commence à percevoir un peu plus d'ouverture au niveau de l'administration. Par contre, dans le cadre de l'enquête du groupe de travail sur la

conciliation à l'UQÀM, nous nous sommes rendus compte que malgré la bonne volonté de certaines personnes, l'administration entreprend certains projets parce que c'est un moyen de promotion pour l'université. Ainsi, des universités vont offrir des services de garde, mais la priorité sera accordée au corps professoral et aux employé-e-s. Les universités offrent des services aux familles, mais pas à celles qu'on pense, c'est-à-dire les ménages étudiants qui en ont véritablement besoin. Le mouvement se trouve en quelque sorte frustré de vicieuses potentielles et malgré lui

un peu complice de la dynamique de compétition entre institutions scolaires.

Pour conclure, quels sont les liens à établir entre mères étudiantes, féminisme et syndicalisme de combat ?

Le MÉMÉQ est un mouvement qui part du bas, suivant l'initiative des étudiantes les plus amochées, les plus fatiguées, tannées d'être en position constante de compromis avec elles-mêmes, et déterminées à agir même si c'est moins pour leur propre bien-être que pour celui des familles étudiantes à venir, puisque comme dans toutes les luttes étudiantes, on ne bénéficie pas souvent des avancées auxquelles on a contribué. Et c'est clairement un mouvement féministe par ses revendications égalitaires et humanitaires. Les gens semblent oublier que le mouvement féministe est à l'origine des revendications pour l'équité salariale, les services de prévention des agressions sexuelles, etc. Dans la mémoire collective, il reste plus que des repoussoirs, comme ces vieux mythes ridicules de femmes qui auraient brûlé leur soutien-gorge. Il faut mettre en lumière la quantité de changements positifs pour toutes et tous qui sont survenus grâce au travail persistant et résolu des militantes féministes.

Le MÉMÉQ sur Internet :

<http://www.bntec.ca/memeq>

memeq_infos@yahoo.ca

Mères aux études :

les pensions alimentaires, synonymes de leur surendettement

Par Sandra Bérubé,
étudiante à l'UQAM

La situation globale des femmes en éducation, suite à de longues luttes, permet à présent aux femmes l'accès au savoir auparavant exclusif aux hommes. Si elles sont à présent égales ou majoritaires aux hommes dans tous les niveaux de scolarisation, excepté le doctorat, elles restent pourtant en position économique moyenne systématiquement inférieure à celle des hommes. Ce clivage ne se limite pas au marché du travail, où elles ne gagnent toujours que 65 % du salaire moyen des hommes. En effet, surreprésentées dans le régime de l'aide financière aux études (AFE), lui-même particulièrement désavantageant pour les parents recevant une pension alimentaire, les femmes sont les plus endettées du système scolaire.

Sur le marché du travail

Sur le marché du travail, elles récoltent des salaires moindres que ceux des hommes, et ce, systématiquement, même à degré de scolarité et horaires égaux. Elles ont davantage de difficulté à s'insérer sur le marché du travail et leur portrait réel sur le marché de l'emploi est peu reluisant. Elles constituent une très large part des personnes travaillant à temps partiel, pour cause principale d'obligation parentale, contrairement aux motifs du peu d'hommes dans la même situation. Aussi, elles sont majoritairement présentes dans des métiers typiquement féminins et moins bien rémunérés, et sont très minoritaires dans les postes de gestion. En outre, c'est encore à elles qu'incombe la responsabilité morale et physique de la famille, rôle auquel elles choisissent souvent de privilégier à leur carrière ou leurs études. C'est d'ailleurs ces dernières qui sont le plus souvent responsables de familles monoparentales, ce qui implique dans bien des cas des difficultés monétaires encore plus importantes.¹

Aux études

Conséquemment à des moyens financiers inférieurs à ceux des hommes, les femmes sont plus nombreuses que ces derniers à avoir recours au programme d'AFÉ. De manière générale, en 2003, 29,9 % de la population étudiante a bénéficié du programme. De ce groupe, les femmes ont été presque 20 % plus nombreuses que les hommes à être prestataires (58,7 % comparativement à 41,3 %).² Les femmes se retrouvent donc, en finale, plus endettées alors qu'elles ont en parallèle moins de gains monétaires. Cette tendance s'observe peu importe leur situation familiale, mais le clivage hommes/femmes est encore plus important chez les femmes séparées, divorcées et mères.³

Le secteur des parents bénéficiaires de l'AFÉ, représentant un nombre de 20 964 personnes, est lui aussi très largement composé de femmes. Elles en composent les effectifs à 71,4 %.⁴ Les mères monoparentales, déjà pour leur part parmi les plus touchées par l'endettement étudiant, ont vu leur situation s'aggraver encore suite à la dernière réforme de l'AFÉ. Dans le contexte précédent la réforme, la pension alimentaire était déjà calculée dans les revenus des personnes faisant une demande de prêts et bourses. C'était alors déjà très contestable d'utiliser ce montant versé aux enfants comme revenu pour



la personne, et encore plus particulièrement lorsque l'on sait que les pensions sont versées de façon intermittente et partielle, ou même jamais, pour près de 30 % des enfants dont le soutien financier fait l'objet d'une ordonnance de la cour.⁵ De plus, en 1997, les pensions alimentaires pour enfants déterminées dans des jugements ont été défiscalisées. Ceci signifie qu'elles n'ont plus à être déclarées comme un revenu, en regard de l'impôt. Toutefois, elles ont continué à être considérées comme un revenu pour l'AFÉ.

Cette mesure très pénalisante réussissait heureusement à être contournée par plusieurs mères monoparentales - puisqu'il s'agit de femmes en majorité - lorsque celles-ci se tournaient vers le comité de dérogation de l'aide financière aux études. Ce comité suggérait au ministre de leur remettre l'équivalent de leurs chèques de pension alimentaire en prêts et bourses, avis qui était, de manière générale, appliqué. Plusieurs responsables de l'AFÉ dans des institutions collégiales parlent en fait d'une dérogation systématique.

Dans la lancée de la réforme, le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, a décidé d'exempter les premiers 1 200 \$ de pension alimentaire du calcul du revenu des prestataires. L'entente à rabais suite à la grève générale illimitée des étudiants et des étudiantes n'aura pas empêché la règle des 1 200 \$ de continuer de s'appliquer. Cette mesure qui pouvait de prime abord sembler alléger la problématique du calcul de la pension alimentaire dans les revenus, quoiqu'étant déjà par sa simple existence illégitime, s'est avérée encore plus restrictive qu'auparavant. De prime abord, en 2004 et 2005, ce changement n'a pas été trop fortement ressenti puisqu'un nouveau système informatique a permis une bonification de l'aide à ce moment-là, le calcul des montants accordés ayant eu une couverture de 16 mois. Les répercussions se font à présent sentir, alors qu'au même moment, des mères étudiantes pouvant compter sur le revenu de leur conjoint reçoivent plus que les mères monoparentales. Ceci s'explique par le fait que le comité de dérogation a, suite à la réforme, changé son fusil d'épaule et refuse à présent systématiquement de

remettre aux mères monoparentales l'équivalent de leur pension alimentaire. Malgré les demandes de dérogation à répétition dans certains dossiers, on se bute à une intransigeance incontournable. Dans bien des cas, il serait plus avantageux pour les mères d'être sur l'aide sociale...⁶

L'abolition de la prise en compte de la pension alimentaire versée au chef-fe-s de familles monoparentale dans le calcul des montants de l'aide financière aux études est une des revendications de l'ASSÉ. La réforme ayant mené à l'aggravation des conditions entourant les pensions alimentaires étant encore très récente et ses répercussions encore nouvelles, c'est un temps propice pour recueillir les témoignages de la population étudiante et dénoncer ce règlement de l'AFÉ entretenant la misère et le surendettement des mères étudiantes, déjà désavantagées et peu soutenues dans leurs difficultés. En outre, il est plausible de croire un gain réel dans l'abolition du calcul des pensions alimentaires : le gouvernement ayant récemment ouvert la porte à des modifications, la construction d'un rapport de force pourrait certainement obtenir une nouvelle modification, cette fois ci dans le but d'enrayer cette contrainte à l'accessibilité aux études spécifiquement dirigée envers les femmes assumant la monoparentalité et les études de front.

-
1. Statistique Canada, Femmes au Canada : une mise à jour sur le chapitre du travail, 2003.
 2. Aide financière aux études - Statistiques, Rapport 2002-2003, <http://www.afe.gouv.qc.ca/connaître/pdf/stats2003.pdf>
 3. Aide financière aux études - Rapport annuel 2004-2005 - La gestion par résultat, http://www.afe.gouv.qc.ca/connaître/pdf/rapportGestion2004_2005.pdf
 4. Mères étudiantes et ménages étudiants du Québec (MÉMEQ), Revendications sur la situation des mères étudiantes et des ménages étudiants du Québec, 2005.
 5. Rapport de recherche - Quand les parents se séparent : nouveaux résultats de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, <http://www.canadajustice.ca/fr/ps/pad/reports/2004-FCY-6/chap4.html>
 6. Annie Morin, Changement au régime des prêts et bourses - L'argent des enfants pour payer les études de maman, Le Soleil, 9 novembre 2005.

CAMP DE FORMATION - Hiver 2007 -

Ateliers :

- ABC de la négociation
- ABC d'une occupation
- Histoire du mouvement étudiant
- Gratuité scolaire

Aussi possible :

Une formation adaptée à vos besoins!

Pour plus d'informations,
contactez-nous :

(514) 390-0110 ou
www.asse-solidarite.qc.ca

L'équité salariale : plus qu'un salaire égal pour un travail égal

Lizanne Guay,
étudiante à l'UQAM

L'équité salariale est un dossier ouvert depuis maintenant 30 ans au Québec et fut une lutte constante chez les féministes depuis les années 1970. En novembre dernier, le gouvernement Libéral de Jean Charest annonce qu'il appliquera la fameuse loi 35, sur l'équité salariale, à partir du printemps 2007. Cette mesure touchera pas moins de 360 000 travailleuses des secteurs public et parapublic qui se partageront une rondelette somme de 1,7 milliard de dollars¹.

La Loi sur l'équité salariale, adoptée en 1996, va en effet au-delà du simple principe du "salaire égal pour un travail égal". « La Loi québécoise sur l'équité salariale est révolutionnaire parce qu'elle reconnaît, d'un point de vue financier, la valeur du travail des femmes », dit Nathalie Goulet, directrice du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)². En vertu de la loi 35, la secrétaire d'une entreprise doit être rémunérée comme son collègue soudeur³. C'est dire que l'application de cette loi exige une modification profonde des mentalités concernant le rôle et le travail des femmes et surtout de revaloriser le travail des femmes dans la société. En effet, la sous-rémunération des femmes était due semble-t-il, au fait que les femmes occupent des emplois peu complexes, peu exigeants et demandant des compétences innées aux femmes. Par exemple, l'écoute, la dextérité et la patience sont considérées comme des aptitudes innées et sont nécessaires à des emplois en relations humaines, tels que préposée aux bénéficiaires ou que secrétaire. Donc, puisque ces compétences sont innées il n'est pas nécessaire de les rémunérer à leur juste valeur. Cette situation est aberrante compte tenu que 70% des femmes au travail occupent un emploi relié à l'éducation, aux soins de santé et au travail de bureau⁴.

Que les femmes exercent leurs compétences «innées» dans le cadre d'un

travail rémunéré ou à l'extérieur de celui-ci, elles doivent généralement accomplir des tâches exigeant ces mêmes aptitudes. Par exemple, elles

le stéréotype affirmant que le salaire des femmes est le salaire d'appoint de la famille n'aide pas à la situation...

doivent s'occuper des enfants, faire le ménage et la cuisine, du travail qui est non rémunéré et surtout considérées comme allant de soi pour une femme.

De plus, le stéréotype affirmant que le salaire des femmes est le salaire d'appoint de la famille n'aide pas à la situation. D'ailleurs, en 2001, 81% des chef-fe-s de familles monoparentales sont des femmes⁶. Le salaire des femmes est alors l'unique



revenu de ce type de famille. Il ne faut pas oublier que les revenus de ces foyers sont en grande partie sous le seuil de la pauvreté et donc insuffisants pour vivre. Au surplus, 46% des femmes âgées de moins de 25 ans gagnent moins de 15 000\$ par année et le revenu moyen des femmes en 2002 se situait à 19 599\$ comparativement à 27 780\$ pour les hommes⁷.

En fait, c'est précisément là où le bât blesse concernant la loi sur l'équité salariale. C'est que les femmes occu-

pant une large portion des emplois précaires dans les secteurs de la vente, du service et de l'hôtellerie ne sont pas touchées par ce règlement, de même que celles qui ne sont pas syndiquées et celles qui sont employées dans des entreprises ayant moins de 10 employé-e-s. "Cela représente 25% des travailleuses", déplore Nathalie Goulet, du CIAFT.⁸

Il reste que l'application de l'équité salariale constitue un gain important pour les femmes des secteurs public et parapublic, où elles représentent la grande majorité du personnel. L'équité salariale est donc une reconnaissance des compétences acquises, mais dites innées des femmes et de la valeur de leurs emplois. Malheureusement, beaucoup de femmes qui occupent des emplois dans les secteurs les plus précaires ne profiteront pas de la loi 35 bien qu'elles vivent souvent en situation de pauvreté. Il est également intéressant de constater qu'en même temps que le gouvernement applique l'équité salariale, il décide de dégraisser l'État de ses programmes sociaux, justement les secteurs public et parapublic, où les femmes constituent la majorité des salariées. Monique Jérôme-Forget, une féministe qui fut vice-présidente de la Fédération des femmes du Québec à la fin des années 1970, se félicite que le dossier soit réglé. Toutefois, le sort des milliers de femmes pauvres du Québec s'aggrave avec la gérance de Jérôme-Forget comme présidente du Conseil du Trésor au sein du gouvernement Libéral...

1. Jocelyne Richer, « Québec accepte de payer l'équité salariale », Le Devoir, jeudi 9 novembre 2006, p. a3.
2. Isabelle Grégoire, « Des femmes en or », L'Actualité, vol. 32, No: 1, 1 janvier 2007, p. 24.
3. Idem
4. Sandra Bérubé, Femme et féminisme, Cahier du camp de formation, automne 2005
5. Idem
6. Lise Moisan, « Femmes à vos tableaux », La vie en rose, Hors série, 2005, p. 59.
7. Idem
8. Isabelle Grégoire, op cit, p. 24

Suite de la page 4...

du 15 septembre 2006), ce manque de ressources est inquiétant.

Une autre conséquence du sous-financement du système d'éducation post-secondaire est la baisse continue du ratio professeur/étudiants et étudiantes. Roch Denis, ex-recteur de l'UQAM, déclarait que pour rejoindre la moyenne canadienne de un pour 18, il faudrait environ 1000 nouveaux et nouvelles professeur-e-s. Et cela, c'est sans compter le pourcentage très élevé de chargé-e-s de cours qui jouent le rôle de professeur-e sans en avoir ni le salaire, ni la sécurité d'emploi. Il s'agit donc d'une solution économique pour les administrations, mais injuste pour ces individus.

Cette carence en professeure-e-s se fait aussi sentir dans le réseau collégial. Ronald Cameron, président de la FNEEQ-CSN estime le manque à gagner à plus de 2000 professeurs. Conséquence de ce manque manque d'enseignants et d'enseignantes, ceux et celles qui sont présentement employé-e-s subissent davantage de pression et, évidemment, le service qu'ils et qu'elles offrent à la population étudiante s'en trouve compromis.

Toutes ces conséquences d'un manque flagrant de financement alloué à l'éducation post-secondaire nuit à la réussite des étudiants et étudiantes québécois et québécoises. Il est primordial de réinvestir massivement en éducation pour permettre aux centaines de milliers d'étudiants et étudiantes à travers la province de bénéficier de ressources et de services répondant à leurs besoins.

1 FARHAT, Jihad et GIRARD, Luc; L'avenir des services de référence des bibliothèques universitaires ;Argus; Vol.33 No.2 Automne 2004.

RÉUNION NATIONALE DES COMITÉS FEMMES LOCAUX

Cette réunion a pour but d'aider la coordination des différents comités femmes locaux et d'outiller les militantes dans la création de comités femmes. Il s'agit aussi de favoriser le partage d'informations et d'expériences sur le féminisme en milieu étudiant.

Tu peux contacter directement le Comité femmes de l'ASSÉ à :
comite-femmes@asse-solidarite.qc.ca



AUTODÉFENSE
MASCULINISME
CONTRACEPTION
"PUTAIN DE DÉBAT"



Être femme, c'est de l'action directe tous les jours.

FÉMINISTES, DEBOUT !



Womars
Journée internationale des femmes

**A l'école,
au travail,
dans les quartiers,
et à la maison... partout,
contre l'oppression unissons-nous!**

Quête d'égalité, jeu de pouvoir

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ

En général, on affirme aujourd'hui que la quête d'égalité entre hommes et femmes est chose du passé. L'égalité serait en réalité atteinte, et toute mesure pro-féministe est décriée comme étant une manifestation explicite de sexisme. À l'ASSÉ, nous avons pourtant choisi d'inclure une revendication féministe dans le plan d'action annuel, celle portant sur la conciliation étude-famille. Mieux, diverses mesures visant à véhiculer les idées féministes sont présentes à l'intérieur même des structures de l'ASSÉ. On ne s'en cache pas, on a des positions féministes. Est-ce dépassé? Est-ce sexiste?

Égalité : plusieurs points de vue

Nous sommes en train de prendre part à une véritable reconfiguration politique de la quête d'égalité entre hommes et femmes. Les concours offrant des implants mammaires aux femmes n'ont jamais été aussi populaires : partout dans la société on fête LA femme, celle qui est réduite à son rôle sexuel. Au même moment, les masculinistes revendiquent que le 9 mars devienne la journée internationale des hommes : pourquoi les hommes n'auraient-ils pas droit à leur fête eux aussi? Peut-être veulent-ils aussi partager le sort de toutes celles qui se font charcuter, torturer et tuer parce qu'elles se font répéter depuis l'enfance que c'est ce qu'elles doivent faire pour plaire?

“ Il faut surtout montrer notre désaccord complet avec tout ce qui, dans la politique comme dans nos rapports avec les autres, contribue à créer l'oppression envers les femmes.”

Il y a bel et bien des domaines où la quête d'égalité reste à faire, qu'on pense à rendre l'éducation accessible ou encore à mettre fin à la violence conjugale (car nous ne devons jamais oublier qu'il y a eu bien des Marc Lépine dans le passé, et que les crimes haineux envers les femmes sont encore et toujours un fléau très présent autour de nous). Même la lutte pour l'égalité des droits n'est pas aussi acquise qu'on le croit. Elle reste toujours d'actualité, notamment en ce qui concerne l'équité salariale. L'entente survenue récemment ne parvient pas à compenser pour des décennies d'injustice...

De plus, même l'égalité est désormais susceptible de se retourner contre les femmes, car c'est en son nom qu'on nie qu'il existe encore des rapports de pouvoir les opprimant systématiquement. On nous dit égaux et égales, pourtant c'est une majorité d'hommes qui parlent et une majorité de femmes qui se taisent. Tant que nous ne reconnaitrons pas que nous obéissons toujours à une construction sociale créant une inégalité réelle entre hommes et femmes, nous ne ferons que justifier le patriarcat, c'est-à-dire l'oppression des femmes érigée en un système régissant toutes les sphères de nos vies.

Des coupures qui font mal

La tendance à faire de l'égalité des femmes et des hommes un fait accompli est particulièrement vive dans le monde politique, qu'on pense par exemple à l'idée de remplacer le Conseil du Statut de la femme du Québec par un Conseil de l'égalité. De plus, le 25 septembre 2006, le gouvernement Harper coupait 5 des 12,7 millions consacrés à Condition féminine Canada. Simples coupures administratives? Les choix politiques du gouvernement sont clairs en ce qui concerne les femmes. Sa priorité est d'en finir avec le féminisme pour remettre une vision archaïque des rôles sexuels à l'ordre du jour. On ne peut comprendre autrement ses coupures de 1,2 milliards dans les services de garde, budget désormais consacré à rien de moins qu'à l'incitation pure et simple aux femmes à rester à la maison.

La réforme du Programme de promotion de la femme constitue un autre exemple des positions gouvernementales. Si le budget de cet organisme est demeuré intact, son mandat a récemment changé de cap : les groupes de femmes qui revendiquent ou qui font de l'information politique ne sont désormais plus admissibles. Pire, on évalue maintenant les demandes au cas par cas, suggérant que les femmes qui ont besoin de soutien sont des cas isolés, des problèmes spéciaux, des anormales. On nie complètement la responsabilité sociale dans un tel domaine. Il coûte beaucoup moins cher à l'État de patcher le problème que faire des changements structurels pour l'enrayer à long terme.

Une réaction s'impose

Même les acquis si chèrement gagnés, ceux qui devaient jadis nous mener vers une société plus égalitaire, sont maintenant menacés par cette nouvelle donne politique. Devant cette tangente qui pèse lourd, impossible de rester stoïques.

À l'ASSÉ, il a d'abord été décidé d'aller à l'encontre des autres mouvements sociaux et de faire du féminisme une lutte intégrale. En milieu politique, il est nécessaire d'instituer des

Table des matières

Historique du 8 mars p. 3

Les conditions de vie des femmes immigrantes p. 4

Femmes et syndicalisme p. 5

La marchandisation du corps des femmes et la prostitution p. 6-7

Fathers for justice et le masculinisme p. 8

Qu'est-ce que l'ASSÉ, Qu'est-ce que l'Ultimatum? p. 9

mesures spécifiques afin que les femmes puissent faire entendre leurs revendications et leurs besoins. Sinon, nous répétons trop souvent nos construits sociaux et les femmes sont reléguées au rôle de secrétaire tandis que les hommes discutent...

Nous croyons que l'action collective est le seul moyen de faire avancer la lutte féministe. Il faut intégrer une analyse genrée à notre discours, questionner les gouvernements actuels, créer un débat et remettre de l'avant nos revendications pour être entendu-e-s. Il faut surtout montrer notre désaccord complet avec tout ce qui, dans la politique comme dans nos rapports avec les autres, contribue à créer l'oppression envers les femmes.

ACTIONS ET MOBILISATIONS POUR LE 8 MARS...

Journée internationale des femmes

Dans le cadre de son plan d'action, l'ASSÉ vous invite à participer aux actions et activités suivantes:

Fini la précarité ! Fini la pauvreté !

Profitons du 8 mars pour se solidariser et s'organiser contre la pauvreté des femmes. C'en est assez ! Passons à l'action !

Programmation de la journée non-mixte :

- 10h : Action
- 11h : Léger goûter
- 13h : Atelier-discussion sur les femmes et la guerre

Rendez-vous et informations :
Centre des femmes d'ici et d'ailleurs
- 7737, rue St-Denis, métro Jarry
- Téléphone : (514) 495-7728
- Site Internet : antipatriarcat.org/cfia

Réclamons les racines de la résistance féministe

Manifestation le 8 mars 2007

- À 18h00, à la place Émilie-Gamelin, métro Berri-UQAM

Amenez vos drapeaux, bannières et pancartes

Pour plus d'informations :
Centre des travailleurs immigrants et travailleuses immigrantes :
- Téléphone : (514) 342-2111

À Québec

Sacoches et mailloches
Un spectacle fait par des femmes pour des femmes, organisées par Ainsi squattent-elles

À compter de 20h au café-bar l'Agité-e (251 Dorchester, coin Prince-Édouard)

“Réclamons les racines de la résistance féministe”¹

Par Lizanne Guay

Étudiante en sociologie à l'UQAM

D'abord, on attribue les origines du 8 mars au souvenir de grèves menées par des ouvrières à New York en 1857 et en 1908. Or, il semblerait que ces grèves n'auraient jamais existées, puisque les historiennes n'ont jamais trouvé les sources de ces événements. Quoi qu'il en soit, les origines du 8 mars sont liées à la lutte pour le droit de vote de femmes et aux luttes internes dans les divers partis socialistes de l'époque, soit la nécessité d'une lutte de classes et une lutte des sexes pour constituer la pleine émancipation des femmes.

En effet, du 22 novembre 1909 au 15 février 1910, la Grève des Chemisières fait rage à New York et mobilise entre 20 000 et 30 000 chemisières et chemisiers. En fait, 80% des grévistes sont des femmes¹. Sous l'initiative de l'exécutante au parti Lena Morrow-Lewis, le Parti socialiste américain organise le 27 février 1910 le Woman's Day. L'objectif était de galvaniser la lutte des femmes afin d'augmenter le nombre de femmes dans la lutte de classes. Le droit de vote, l'indépendance économique et l'égalité complète figurent parmi les revendications de ce Woman's Day². D'ailleurs Lena Morrow-Lewis souligne que l'indépendance économique est la pierre angulaire pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des femmes³. Concernant la sexualité, Alexandra Kollontaï innovera à un point tel que son analyse est encore d'une cruelle actualité en 2006. Interpellées par ces revendications qui reconnaissent l'oppression spécifique des femmes, les grévistes reprennent la rue et participent en grand nombre à cette journée historique. C'est donc les ouvrières qui ont participé au Woman's Day et non le Woman's Day qui fut instauré suite à la grève des chemisières.



Clara Zetkin

Lors du Congrès de la IIe Internationale socialiste en août 1910, inspiré par sa camarade américaine Lena Morrow-Lewis, l'Allemande Clara Zetkin propose le 8 mars comme Journée internationale des femmes en souvenir de la fameuse grève de 1857 où la police aurait exercé une répression hors du commun envers les ouvrières! C'est donc 130 femmes d'une quinzaine de pays qui vote en faveur de cette proposition et se rallie sous la bannière « La libération des femmes par le socialisme⁴ » dans le but de faire une lutte en faveur du suffrage universel⁵.

C'est donc en 1911 que la première Journée internationale des femmes prend forme grâce à Clara Zetkin et Alexandra Kollontaï. En effet, des millions de femmes manifestent dans toute l'Europe⁶ pour revendiquer une amélioration de leurs conditions de travail, le droit de vote et l'égalité entre les hommes et les femmes.

D'ailleurs, c'est le début pour Kollontaï d'un important travail intellectuel et révolutionnaire sur l'oppression spécifique des femmes. Elle montre alors l'importance de la lutte des sexes au sein de la révolution socialiste. Elle figure parmi les premières féministes révolutionnaires et a subi le chauvinisme au sein même de son organisation compte tenu de ces théories sur la libération sexuelle et la destruction de la famille qui critiquent ouvertement la ligne de son parti.



Alexandra Kollontaï

Puis, le 8 mars 1917, en Russie, les ouvrières défient la direction du Parti socialiste et manifestent à St-Petersbourg. La colère aura été si grande que ce 8 mars déclenche la Révolution de février (selon le calendrier tsariste). En 1921, Lénine déclare le 8 mars comme la Journée des femmes. En fait, il est à noter que les pays ayant été sous la zone d'influence de l'U.R.S.S. ont rapidement adopté le 8 mars comme Journée internationale des femmes: en 1946, pour les pays de l'Est, mais c'est aussi le cas pour la Chine en 1924, bien avant qu'elle devienne la République populaire de Chine. De plus, la Journée des femmes est un jour férié au Laos et en Russie. Au Québec, le premier 8 mars fut coordonné en 1971

“ l'histoire nous le démontre bien, les gains en éducation se font dans la rue. Seule la lutte paie”

par le Front de libération des femmes et avait pour principale revendication l'accès à l'avortement libre, gratuit et sur demande. C'était une lutte des femmes pour la réappropriation de leur corps. Quant aux institutions capitalistes, ce n'est qu'en 1977 que les Nations Unies officialisent le 8 mars comme la Journée internationale des femmes qui prend souvent l'allure d'une fête des Mères ou d'un hommage à la superwoman.

Bref, la Journée internationale des femmes sert à défendre les droits des femmes contre les oppressions spéci-

ifiques dont elles sont victimes en tant que femme. D'autant plus que celles-ci représentent la majorité des personnes faisant partie des classes sociales les plus défavorisées. Donc, la lutte des sexes va de pair avec la lutte des classes.

Politique de féminisation de l'ASSÉ

DEVOIRS, RESPONSABILITÉS ET COMPORTEMENT DES DÉLÉGUÉ-E-S AUX INSTANCES

ARTICLE 18 des Statuts et règlements

L'ensemble des personnes déléguées et des représentants et représentantes de toutes les instances de l'ASSÉ doivent féminiser l'ensemble de leurs interventions publiques (écrites et/ou orales).

La politique de féminisation est la suivante :

À l'oral : Les mots ayant une différence au niveau de la sonorité doivent être féminisés au long et les mots dont la sonorité ne change pas ne sont dits qu'une seule fois.

À l'écrit : Les mots ayant une différence au niveau de la sonorité doivent être féminisés au long et les mots dont la sonorité ne change pas doivent être féminisés à l'aide du trait d'union (-) selon les règles de la grammaire française.

Et c'est dans ce sens que l'ASSÉ invite les étudiants et les étudiantes à participer à la manifestation organisée par le Centre des travailleurs immigrants et des travailleuses immigrantes le 8 mars 2007 à 18h00 à la Place Émilie-Gamelin. Ce sera alors l'occasion privilégiée pour défendre les revendications féministes de l'ASSÉ sur l'accès à l'avortement libre et gratuit, un meilleur programme de prêts et bourse pour les familles étudiantes, constituées en large partie par des mères monoparentales, et aussi l'accès à des garderies publiques, gratuites et flexibles dans les institutions post-secondaires.

1. Slogan du Centre des travailleurs et des travailleuses immigrantes pour la campagne du 8 mars 2007.

2. Renée Côté, La journée internationale des femmes ou les vrais faits et les vraies dates des mystérieuses origines du 8 mars jusqu'ici embrouillées, truquées, oubliées : la clef des énigmes la vérité historique, des éditions féministes Remue-ménage, p.105.

3. Idem p 99.

4. Idem p 98.

5. Idem p 136.

6. Idem, p.134.

Le parrainage : La dépendance imposée aux femmes en recherche de statut

Par Francesca Cancino,
Étudiante en droit à l'UQAM

Les immigrants et immigrantes vivent d'énormes difficultés dans leur processus d'intégration au Canada. En effet, ceux-ci et celles-ci doivent tout d'abord se battre pour l'obtention d'un statut et ensuite surmonter toutes les difficultés relatives à l'intégration à un nouveau pays. La situation est d'autant plus difficile pour les femmes immigrantes, puisqu'en plus d'être confrontées au racisme, celles-ci doivent faire face au sexisme.

Les principales raisons poussant les personnes à quitter leur pays d'origine sont d'ordre politique, social ou économique. Ainsi, globalement, ces personnes cherchent à améliorer leur qualité de vie ou tout simplement à survivre lorsqu'elles font l'objet de persécutions. Les critères de sélection permettant à une personne d'intégrer le Canada comme personne immigrante indépendante sont assez exigeants et dispendieux. Ainsi, plusieurs personnes se voient contraintes de demander le statut de réfugié-e ou doivent faire une demande afin d'être parrainé-es lorsqu'un parent est déjà citoyen ou résident permanent du Canada. Dans ces cas là, le processus d'intégration est encore plus difficile puisque la vulnérabilité liée à ces statuts de dépendance face au gouvernement ou au parent, s'ajoute aux barrières linguistiques et culturelles déjà existantes. Le statut de parrainé-e est celui qui cause le plus de problèmes puisqu'il a pour effet d'enlever toute autonomie à la personne parrainée et il confère un grand pouvoir à la personne ayant la citoyenneté ou la résidence permanente canadienne.

Très souvent, ce sont les femmes qui se font parrainer par leur mari ou conjoint, ce qui a pour effet de les rendre complètement dépendantes de celui-ci, menant parfois à subir de grands abus. La situation de certaines de ces femmes est alarmante, c'est pourquoi plusieurs groupes féministes se sont penchés sur la question et ont permis d'améliorer les conditions de certaines de ces femmes immigrantes. À titre d'exemple, la recherche-action *Qui prend pays... L'impact du parrainage sur les droits à l'égalité des femmes immigrantes* 1 publiée en mars 2001 nous rappelle les problématiques entourant la situation de ces femmes.

Tout d'abord, le parrainage se définit comme une entente qui lie les époux et les épouses et oblige le conjoint à subvenir aux besoins essentiels de sa conjointe pour une période pouvant aller de un à trois ans au Québec et pour une période de dix ans dans le reste du Canada. La conjointe, pour sa part, doit promettre d'essayer raisonnablement de subvenir elle-même à ses besoins essentiels ou d'en faire la demande au conjoint en évitant ainsi d'avoir recours à l'aide sociale. Il est important de noter que si le conjoint ne fournit pas les besoins essentiels à la vie de la conjointe, celui-ci peut faire l'objet d'une poursuite judiciaire. Cependant, ce recours néglige grossièrement la réalité des femmes et les conséquences dont elles pourraient être victimes lorsqu'elles se retrouvent dans cette situation.

Plusieurs problèmes se posent alors aux femmes faisant une demande de parrainage. Premièrement, lorsque la demande de résidence permanente est effectuée à partir du Canada, les femmes doivent obtenir des permis de travail ou d'études afin de pouvoir vivre une vie normale. Hélas, ces permis doivent être payés de la poche de la parrainée en plus du montant payé pour

leur demande de résidence, sans compter que ces permis ont une durée limitée et qu'il faut donc les renouveler. De plus, la délivrance de ces permis peut prendre un certain temps. Il y a même certaines femmes qui se retrouvent sans statut lorsque leur demande de résidence permanente n'a pas encore été effectuée et que leur permis d'étude ou de travail vient à expirer, ce qui est assez problématique étant donné l'inaccessibilité aux différents services sociaux dû à l'état d'illégalité. Les différents processus bureaucratiques sont aussi complexes, surtout pour une nouvelle arrivante qui ne maîtrise pas la langue officielle du pays. Puis, selon les dires de plusieurs parrainées, les agents et les agentes d'immigration n'expriment pas toujours le désir d'informer les personnes immigrantes convenablement.

Ensuite, ces femmes se retrouvent confrontées à d'autres difficultés au niveau de leur vie conjugale. En effet, la dépendance à laquelle le statut de parrainée les assujettit se reflète de plusieurs façons. Par exemple, il se peut que certaines de ces femmes aient développé une certaine autonomie dans leur pays d'origine, que ce soit à travers leur travail ou leurs études. Une fois arrivées au Canada toutefois, elles ne peuvent continuer à être autonomes à cause de la non obtention automatique de leur permis de travail ou la non reconnaissance de leurs études, ce qui est assez fréquent. Cette situation peut avoir des effets psychologiques pour les femmes qui se voient inactives et se sentent comme un « fardeau » pour leur conjoint. Ainsi, ce dernier se retrouve à exercer un contrôle financier sur la femme allant jusqu'à abuser de son pouvoir en exerçant aussi un contrôle sur la vie sociale de sa conjointe. C'est dans ces cas que le plus grand danger réside. En effet, certaines femmes ne sont pas poussées à se révolter en cas d'abus étant donné qu'elles estiment être redevables envers leur conjoint qui leur a permis de résider au Canada. Ce phénomène d'ordre psychologique a été baptisé la « dette de parrainage ». Toujours selon la recherche-action sur ce sujet, certains hommes se serviraient de cette « dette » afin de contrôler leurs conjointes et de les manipuler, tout en croyant que celles-ci leur doivent d'être éternellement reconnaissantes. Ce sentiment de redevance amène plusieurs femmes à endurer les caprices et même la violence verbale ou physique du mari. Puis, il est important de noter que la violence physique est un phénomène assez répandu, la moitié des femmes ayant participé à la recherche en question ont dit avoir subi une violence physique de la part de leur conjoint et certaines d'entre elles de façon répétée. D'autres femmes endurent ces abus par crainte que leur conjoint ne cesse de les parrainer ou parce qu'elles croient qu'en dénonçant celui-ci, elles pourraient être expulsées du pays ou avoir des problèmes avec la justice. La menace d'expulsion se trouve intensifiée lorsque la femme craint de perdre la garde de son enfant né au Canada alors que le père est résident permanent. Dans les faits, le conjoint peut renoncer au parrainage pendant toute la période du processus d'obtention de la résidence permanente, mais une fois la femme ayant obtenu le statut de résidente permanente elle ne peut plus être « renvoyée » par le conjoint. Cependant, plusieurs hommes menacent tout de même leur conjointe d'expulsion après leur obtention de la résidence, profitant ainsi de l'ignorance que ces femmes ont vis-à-vis de leurs droits.

Comme on peut le constater, les immigrants et immigrantes sont généralement confronté-es à maintes difficultés d'adaptation, dont le fameux

« choc culturel » qui peut durer pendant plusieurs années. Cependant, les femmes parrainées vivent une situation encore plus précaire dû à leur dépendance prévue par la loi face à leur conjoint et à leur isolement. De plus, elles sont éloignées de leur famille et elles n'ont pas accès pour certaines aux différents services sociaux favorisant leur intégration étant donné leur situation d'attente de statut ou de permis. Toutefois, ces difficultés ne sont pas insurmontables et après plusieurs efforts, nombres de femmes ayant vécu cette situation ont réussi à s'en sortir en recherchant sans cesse un brin d'autonomie dès leur obtention du statut de résidentes permanentes. La connaissance réelle de leurs droits est ainsi indispensable pour l'autonomie de ces femmes.

1 : Côté, Andrée, Marie-Louise Côté et Michèle Kérisit, *Qui prend pays... L'impact du parrainage sur les droits à l'égalité des femmes immigrantes*, Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario, 2001.

Les femmes autochtones, courage, solidarité et espoir

Collaboration spéciale

Par Julie Rousseau

Candidate à la maîtrise en sexologie à l'UQAM

Présidente du Cercle des premières nations de l'UQAM

L'événement de la journée internationale de la femme offre l'opportunité de se remémorer l'histoire des femmes à travers les cultures, les luttes, les revendications, mais surtout de prendre conscience du chemin parcouru par celles-ci. Lorsque je regarde les femmes qui m'entourent, je vois du courage, de la force, beaucoup de sourires, de la solidarité et de l'espoir. Pourtant, lorsqu'il est question de celles-ci, on parle davantage en terme de victimes et de problématiques sociales. En effet, les femmes autochtones doivent composer avec une image très peu valorisante. Certes, les conditions de vie des femmes autochtones sont peu éloquentes, mais elles ne représentent pas pour autant leurs principales caractéristiques. J'ai voulu ici vous témoigner de mon expérience en tant que jeune innue auprès des femmes que je côtoie. Ces femmes sont, entre autres, ma mère et mes deux sœurs. Elles sont des modèles de femmes où la famille est l'élément central à la réussite. Elles tiennent le fort tout en pourvoyant au moindre besoin du noyau familial. Au loin des 500 kilomètres qui me séparent d'elles, j'entrevois cette lumière qui me guide dans mes moments de solitude et d'insécurité. Elles me permettent aussi de garder contact avec ma culture.

La vie familiale et communautaire chez les femmes autochtones est viscérale. À travers les difficultés, les embûches et les discriminations quelles doivent surmonter, ces valeurs fondamentales les amènent à voir la vie sous un angle plus positif et rempli d'espoir. Un espoir de laisser aux générations futures ce même goût de la vie, car chez les Autochtones, le lien rattachant un ou une jeune et une personne plus âgée est sacré.

Ainsi, en cette journée dédiée aux femmes, je vous invite à partager et à discuter avec des femmes et des hommes dont les expériences vous inspirent. C'est à travers nos expériences, mais aussi à travers celles des autres que nous apprenons à bâtir un avenir meilleur.

Féminisme et syndicalisme de combat à l'ASSÉ

Par Marie-Michèle Withlock,
Étudiante à l'UQAM et
à l'Université de Sherbrooke

Les femmes sont encore les plus pauvres, l'équité salariale n'est toujours pas gagnée, elles sont encore victimes de violence, bref le féminisme a encore sa raison d'être. Plusieurs groupes féministes existent au Québec pour défendre les droits des femmes et ils mettent en priorité l'amélioration des conditions de vie des femmes. Par ailleurs, il reste encore beaucoup de travail à faire, et ces groupes féministes ne peuvent mener seuls le combat. Il est important que tous les mouvements sociaux progressistes intègrent la lutte féministe dans leurs plans d'action, leurs revendications et leur façon de faire.

L'ASSÉ est un syndicat étudiant de combat, ce qui signifie qu'elle met de l'avant une analyse globale des problèmes sociaux et qu'elle utilise des moyens d'action selon son rapport de force pour défendre le droit à l'éducation. Présentement, les étudiantes sont plus endettées que les étudiants, le système d'éducation est mal adapté pour les mères monoparentales (horaires des garderies inadéquats), les femmes se retrouvent dans des secteurs d'études souvent moins bien rémunérés sur le marché du travail, etc. Le devoir de l'ASSÉ est de défendre les droits et les intérêts des membres, donc des étudiantes. Celles-ci ont des problèmes spécifiques auxquels on doit s'attarder. La population étudiante doit s'unir pour améliorer le système

d'éducation, ainsi que pour se défendre des attaques incessantes du système capitaliste et patriarcal. C'est face à cette réalité que le mouvement étudiant s'est armé du syndicalisme de combat.

En plus des inégalités entre hommes et femmes dans le système d'éducation, il ne faudrait pas oublier que ces femmes ne sont pas seulement des étudiantes. Elles font face à d'autres réalités telles que la publicité

“C'est par la solidarité entre les mouvements sociaux, mais aussi entre les féministes de tous les groupes que les femmes amélioreront leurs conditions de vie.”

sexiste, les normes de beauté que la société leur impose, les difficultés d'être mère monoparentale, les emplois précaires, etc. C'est pourquoi le mouvement étudiant doit aussi mobiliser la population étudiante sur des enjeux sociaux qui dépassent la sphère de l'éducation.

Dès la fondation de l'ASSÉ, il y a six ans, les membres se sont doté-e-s de revendications féministes, d'un comité femme ainsi que de mesures favorisant l'implication des femmes. Ensuite, l'ASSÉ a organisé à plusieurs reprises des campagnes de mobilisation spécifiques à la lutte féministe.



C'est par la solidarité entre les mouvements sociaux, mais aussi entre les féministes de tous les groupes que les femmes amélioreront leurs conditions de vie. Cette solidarité doit s'appuyer sur des principes et des moyens d'action clairs pour qu'une réelle union soit possible. Le système capitaliste et patriarcal ne s'effondra pas si le mouvement se divise.

Deux petites définitions essentielles:

Capitalisme :

Apparu il y a environ deux cent ans en Europe occidentale, le capitalisme est le régime social qui domine aujourd'hui pratiquement sans partage dans le monde. Les sociétés capitalistes sont caractérisées par des rapports sociaux d'exploitation et de domination entre différentes classes sociales. Parmi celles-ci, les deux principales sont la bourgeoisie, détentrice des moyens de production, et la classe des travailleurs et des travailleuses, dépourvue de moyens de production et contrainte de vendre sa force de travail en échange d'un salaire. En empochant les profits engendrés par la production et la vente des marchandises, c'est une partie du travail des salarié-e-s que les capitalistes s'approprient. C'est précisément ce qu'on appelle l'exploitation.

Patriarcat :

Le système patriarcal renvoie aux rapports profondément inégalitaires entretenus entre les hommes et les femmes tout au long de l'histoire. Longtemps centré autour de ce qu'on a appelé la famille patriarcale – dans laquelle l'homme exerçait son autorité sur son épouse et ses enfants et disposait notamment de leur travail – le patriarcat se reproduit aujourd'hui sous des formes très diversifiées dans une multitude d'institutions. Si la famille est encore un lieu de rapports inégalitaires entre homme et femmes, par exemple dans le partage des tâches ménagères, du soin et de l'éducation des enfants, ou dans une violence conjugale persistante, l'inégalité se rencontre aussi largement sous la forme des rapports sociaux capitalistes, dans les ghettos d'emploi et l'inégalité des salaires sur le marché du travail. Sans pouvoir prétendre à l'exhaustivité, ajoutons également l'exploitation sexuelle que constitue la prostitution, la domination brutale qui se manifeste par le viol, la discipline sociale associée à un idéal de beauté, etc. En somme, un système bien difficile à résumer...

Petit manuel de dépistage du publisexisme

"Chaque jour, nous sommes exposés à plus de 1 500 annonces, ce qui constitue possiblement la force éducationnelle la plus puissante de la société. [...Les annonces] vendent des valeurs, des images et des concepts de succès et d'estime, d'amour et de sexualité, de popularité et de normalité. Elles nous disent qui nous sommes et qui nous devrions être."

- Jean Kilbourne, "Beauty and the Beast of Advertising"

1- Supériorité : Attention au positionnement, à la taille, au niveau d'attention de l'homme par rapport à celui de la femme, montrés dans l'annonce. L'homme est au dessus,

plus haut lorsque le couple est étendu, il regarde droit dans l'objectif alors que la femme a le regard détourné et est rêveuse...

2- Démembrement : Les parties du corps de la femme sont traitées séparément, "[...] perpétuant le concept selon lequel le corps d'une femme n'est pas relié à sa pensée et ses émotions. Le message caché : Tant qu'une femme a de belles jambes, qui s'intéresse à ce qu'elle est ?" Par ailleurs, la tâche d'être belle n'est jamais terminée, il faudra à la femme des seins fermes, des lèvres douces et pulpeuses et un beau derrière pour aller avec ses jambes - éléments qu'on pourra certainement se procurer grâce à une

autre publicité.

3- Enfantillage : "Alors que les hommes montrés seuls sont sûrs d'eux, forts et sérieux, la femme présentée seule est enjouée, badine, perpétuant l'idée selon laquelle les femmes sont des enfants et ne peuvent être prises au sérieux."

4- Inclinaison : La femme ploie, se courbe, que ce soit de façon détendue, séductrice ou soumise. "Elle paraît déséquilibrée, insécure et faible." L'homme, lui, se tient droit, inflexible et maîtrise la situation.

5- Domination/violence : Le maquillage marqué autour des yeux, la coiffure échevelée, la femme prostrée ou

étendue par terre, dominée par la caméra. L'œil au beurre noir revampé et l'agression glamour !

6- La femme fantasme : Toutes les situations précédentes, mais avec une victime consentante, célébrée et délicieusement perverse. Le message cette fois-ci : la femme aime être dominée, choisit de traiter son corps comme une machine de sexe et de séduction, et prévoit elle-même l'heure et du lieu de son viol collectif.

Inspiré d'une recherche de Barbie White, Media&Values, sur l'étude Gender Advertisement par Erving Goffman, Harper Colophon Books, 1979. Traduction libre.

Opposition à la marchandisation du corps des femmes et travail du sexe: putain de controverse!

Par Sandra Bérubé,
Étudiante au cégep de Sherbrooke

L'un des éléments féministes intégré au discours de l'ASSÉ est sa position contre tout concept relié à la femme-objet, menant entre autres à la marchandisation du corps des femmes. L'année passée, une vaste campagne contre la marchandisation du corps des femmes a été menée par l'ASSÉ. Généralement, la revendication semble référer à la dénonciation de l'idéal standardisé, entre autres martelé par les médias. Ce fut le cas lors de la campagne de l'an passé. Celle-ci fut un succès, comme en témoignent les nombreux autocollants «Sale pub sexiste!» encore visibles un peu partout au Québec... Toutefois, un aspect relié à la marchandisation du corps des femmes n'a pas été abordé de front : celui de la prostitution ou du travail du sexe.

La position sur la marchandisation, par extension logique, condamne la prostitution. Or, ce sujet épineux divisant historiquement les féministes en deux camps rivaux ne fait pas non plus consensus au sein de l'ASSÉ, en témoigne notre position par rapport à cette question. La réflexion que j'aimerais ouvrir est celle-ci : la position des militantes et militants de l'ASSÉ est-elle réellement aussi claire que l'entend

dizaines d'années. Comment se fait-il que l'ASSÉ ait adopté une position impliquant de manière sous-entendue le travail du sexe sans d'abord avoir eu un débat de fond sur la question? Quoique les enjeux de la prostitution soient un sujet extrêmement complexe aux facettes et réalités multiples, il est possible de tenter de brosser un portrait des positions généralement défendues. D'un côté, la prostitution est dépeinte comme de l'exploitation, de l'autre, elle est présentée comme un travail comme un autre.

D'un côté, il y a les abolitionnistes. La revendication contre la marchandisation du corps des femmes s'inscrit dans cette ligne de pensée. Selon ce point de vue, la prostitution ne peut être définie comme un travail : elle est une activité d'exploitation intrinsèquement liée à la violence et à l'oppression des femmes. Cette vision implique la position de victime des prostituées, qui dans leurs actes acceptent la non réciprocité dans les rapports sexuels ; autrement dit, le viol. Les abolitionnistes considèrent la prostitution comme de l'esclavage sexuel, enclavé dans un système patriarcal. Celui-ci s'instaure entre autres par le biais d'un moyen de dernier recours à l'intérieur d'un cadre systémique ne permettant pas aux femmes de s'en sortir autrement, l'aliénation face à un cadre violent ou si ce n'est carrément par obligation. Si certaines prostituées clament choisir ce qu'elles font, c'est parce qu'elles ont intégré le discours de leur oppression, entre autre par une survalorisation malsaine de la séduction et une fausse impression de pouvoir qui, en fait, les hommes. Cette vision visant à abolir la prostitution est soutenue par le fait que la prostitution met en jeu la santé et la sécurité des femmes et des enfants. Ceci s'illustre par la violence dont est imprégné ce milieu et l'ampleur du phénomène du trafic sexuel devenant encore plus généralisé avec le phénomène de la mondialisation.

L'industrie de ce trafic toucherait plusieurs millions de personnes mais les tentatives pour chiffrer la réalité sont trop floues pour avoir accès à des données fiables.

De plus, le proxénétisme est un élément central de la prostitution. Le crime organisé restant de loin l'acteur le plus avantage dans l'industrie du sexe, les prostituées ne touchant qu'un infime pourcentage des recettes engendrées, que l'ONU estime à environ 14 milliards de dollars annuellement. Les tentatives de légalisation ou de décriminalisation faites dans certains pays tels l'Allemagne ou les Pays

Bas n'ont pas éliminés les réseaux illégaux ni permis une amélioration notable de l'accès aux services sociaux pour les prostituées (5 à 10% seulement se seraient enregistrées auprès du gouvernement). Si certaines personnes dans le camp des abolitionnistes envisagent une voie impliquant la criminalisation du proxénétisme et des clients parallèlement à la décriminalisation des prostituées (dans le cadre de programmes d'employabilité, possibilité de dénoncer proxénètes et mauvais clients, comme en Suède), plusieurs maintiennent

Quelques suggestions parmi tant d'autres pour approfondir le débat :

Du camps des abolitionnistes:

Les livre «La prostitution, un métier comme un autre» (Yolande Geadah) et «Prostitutions, perspectives féministes» (Élaine Audet), le site Sisyphe

Du camp des travailleurs et travailleuses du sexe:

Le groupe et le site de STELLA, les projections de la «Putain de Compil» (Les lucioles, les panthères roses et Stella), le livre Fières d'être putes (Nikita et Schaffauser)

la ligne dure et restent sur leurs gardes. Un discours tendant vers la décriminalisation est considéré comme un glissement dangereux vers la banalisation et le cautionnement de l'esclavage sexuel.

S'oppose à cette tendance le camp des travailleurs et travailleuses du sexe, luttant pour avoir des droits. Ses principes sont basés sur le respect du libre-choix et de l'autodétermination. Il s'agit de la réclamation du droit à disposer de leurs corps et de leurs esprits comme elles et ils l'entendent. Ces grands principes du féminisme leurs sont pourtant refusés. Parmi les détracteurs de cette vision, il y a certainement les proxénètes exploitant nombre de personnes pratiquant le travail du sexe, ainsi que tant de clients profitant du système déficient pour violenter et violer. Mais également et surtout, le camp réfractaire est composé des abolitionnistes et du monde politique qui confondent les droits humains et la morale, sabotant leurs tentatives pour obtenir des conditions de vie décentes et la dignité. Pourtant, le camp du travail du sexe s'oppose fermement à l'exploitation, à la coercition, au trafic et à la manipulation. Loin de jouer le jeu des exploiters, les groupes de lutte pour les travailleurs et travailleuses du sexe travaillent avec acharnement à faire sortir du milieu les personnes voulant s'en extraire et à éliminer la prostitution des mineur-es. Ces groupes travaillent également à pouvoir exercer leur métier de manière indépendante, en fixant leurs propres conditions, de manière sécuritaire et digne, tout en pouvant bénéficier du système judiciaire et de santé sur le même pied d'égalité que les autres travailleurs et travailleuses. À l'instar de Stella à Montréal, des groupes de lutte sont présents à l'échelle planétaire et s'organisent dans ce sens.

“La position sur la marchandisation, par extension logique, condamne la prostitution. Or, ce sujet épineux divisant historiquement les féministes en deux camps rivaux ne fait pas non plus consensus au sein de l'ASSÉ”

la revendication contre la marchandisation du corps des femmes? Devrait-on y voir une erreur, une lacune, un manque de nuance ou, à l'opposé, considérer l'opposition à la prostitution comme indiscutable?

Avant de se lancer, il importe de cerner la définition du concept de la femme-objet, de cette marchandisation du corps des femmes. Est-il seulement relié au travail du sexe ? En se fiant à l'Office québécois de la langue française, la marchandisation est un «processus de transformation d'objets, de ressources, d'activités de tous les domaines de la vie en produits de commerce qui ont acquis une valeur marchande et qui peuvent éventuellement être échangés sur un marché, selon l'offre et la demande.». Force est d'admettre que la prostitution doit être considérée comme une forme de marchandisation, en l'occurrence généralement celle du corps des femmes, par la rétribution de services de nature sexuelle. La revendication contre la marchandisation du corps des femmes inclus donc l'opposition à la prostitution.

Putain de débat en perspective ! Les positions sur la prostitution sont depuis longtemps divisées. Deux camps s'affrontent et cette divergence profonde n'échappe pas au milieu féministe, et ce, depuis des

Qu'est-ce que nous dit la publicité sexiste ?

Tiré du site internet de l'ASSÉ
Par le Centre des femmes de
l'Université du Québec à Montréal

Objectivation

La publicité tend à faire des femmes des objets, au sens propre et figuré. Les publicitaires placent les femmes dans des positions inconfortables, anormales, les jambes écartées ou les corps tordus, dans un déséquilibre qui accentue leur fragilité, leur vulnérabilité et leur disponibilité.

L'accent est mis uniquement sur les jambes, les seins ou les cuisses, réduisant les femmes non seulement à un simple corps, mais surtout un corps objet de désir. Lorsque le visage est montré, l'insistance est portée sur une bouche entrouverte, désirante et désirable. Il arrive même que des signes ou objets quelconques obstruent le cou ou la bouche, réduisant les femmes à l'état de silence ou leur coupant littéralement la tête.

“Plus souvent, les hommes sont en état d'action, en position de pouvoir. Les femmes sont plutôt en état de passivité et de disponibilité, soumises à la volonté d'une autre personne.”

Quant au regard, il est la plupart du temps oblique ou dirigé vers le bas, signe manifeste de soumission. Souvent, la tête est tout simplement coupée de l'image ; cette symbolique assez usitée n'est pas innocente et passe le message insidieux qu'il n'est même pas nécessaire pour les femmes de posséder une tête, tant qu'elle possède un corps à donner aux regards.

Hypersexualisation/Bestialité/Pornographie

La publicité propose actuellement des modèles hypersexualisés qui tendent vers la pornographie. Des images que nous voyons à tous les jours pourraient très bien se retrouver dans des magazines pornographiques, si certains détails n'étaient pas dissimulés par une marque de

vêtement ou de laveuse.

Cela ne marque pas l'acceptation d'une sexualité ouverte et libre - au contraire, il s'agit plutôt d'une imposition unilatérale d'une sexualité dominée par les hommes, dans laquelle les femmes sont des objets mis au service des fantasmes masculins.

On n'hésite plus à montrer dans la publicité des images de sexualité violente dont les femmes sont le plus souvent les victimes, quand elles ne sont pas clairement associées à des animaux. Cette bestialité est surtout manifeste chez les femmes de couleur, qui, par leur exotisme, sont naturellement associées à une sexualité débordante et incendiaire. Ces images fondent une idée de la sexualité qui est fautive, faisant de la violence ou de la bestialité des comportements non seulement normaux, mais attendus.

Exploitation des rôles traditionnels hommes-femmes

La publicité, comme la majorité de l'information que l'on reçoit, reprend, renforce et construit des conceptions du féminin et du masculin. Cependant, la publicité tend à consolider les différences entre les genres, et à caractériser des identités stéréotypées. Un fossé énorme sépare les intérêts des hommes des femmes.

Plus souvent, les hommes sont en état d'action, en position de pouvoir. Les femmes sont plutôt en état de passivité et de disponibilité, soumises à la volonté d'une autre personne.

L'hétéronormativité est presque toujours de mise : l'hétérosexualité est érigé état « naturel » des êtres humains, et rarement présente-t-on d'autres formes de relations.

Bref, la publicité crée des attentes quant aux traits de caractère, du rôle et de l'image que doivent avoir les hommes comme les femmes. En les soumettant à la pression de ces objectifs inaccessibles, la publicité pousse les gens à consommer toujours plus afin de s'approcher d'un idéal qui n'a jamais existé.

Suite de la page 6...

Si la situation est pour le moment loin d'être parfaite, il en a déjà été ainsi pour les travailleurs et travailleuses de tous les autres secteurs, ainsi que les femmes en général ; de l'esclavage et de l'exploitation sauvage sont nées des révoltes et de l'organisation. Lorsqu'on parle de métiers du sexe, non seulement l'organisation est décriée mais les travailleurs et travailleuses sont ostracisés et leurs voix discréditées. En attendant, le trafic, la violence et les viols continus et les vic-

times de ces actes n'ont pas de recours. Pis encore, les travailleuses et travailleurs du sexe se placent en position d'arrestation dès leurs tentatives pour se sortir de ce milieu ou porter plainte. Être violée, être fatiguée en rentrant du boulot, ce n'est pas considéré de la même façon pour une architecte ou une travailleuse du sexe. En février dernier, La Presse nous apprenait que des dons de danseuses pour la Société canadienne du cancer du sein sont refusés pour ne pas que les gros donneurs soient associés à ça.

Le droit et le libre-choix à disposer de son corps et de son esprit, les principes d'équité salariale, la dénonciation de la dévalorisation, le droit de choisir les termes et conditions de sa vie, d'avoir des services accessibles et de qualité, l'abolition de la discrimination, de la domination et de l'oppression, c'est ce pour quoi les travailleuses et travailleurs du sexe luttent et s'organisent.

Ce texte est loin d'avoir étayé la totalité des arguments des deux grandes tangentes du débat

La répétition d'un message unique

La répétition fait mal : c'est la répétition, jour après jour, d'images de femmes comme objets sexuels, qui donne toute sa perversité au message publicitaire. Ces images de sexualité, sous un mode nymphomane ou lolita, ne sont contrebalancées que par d'autres stéréotypes : la jeune vierge effarouchée, la sainte mère de famille et la méchante belle-mère.

Nulle place pour des femmes « ordinaires », menant une vie en équilibre entre un travail, une famille, des amis, des engagements politiques ou culturels et, aussi, une vie sexuelle.

La vie des femmes semble déterminée par leur sexualité - ou plutôt par l'idée que les

hommes - publicitaires, propriétaires d'entreprises, consommateurs - s'en font.

Mention spéciale : American Apparel

Les gagnants toutes caté-



gories confondues : hypersexualisation, objectivation, passivité, sexualité déviante, bestialité...

Certaines publicités de cette compagnie de vêtements soi-disant éthique encouragent le tourisme sexuel, le snuff (film porno violent « fait maison ») ou la comparaison (humoristique ?) entre une chienne et une femme !

Ces mannequins, dont la fonction de travailleuse pour la compagnie est secondaire à leur sexualité, sont presque toujours non-blanches. Leur corps est offert à qui voudra les prendre ; d'ailleurs, le photographe les prend la plupart du temps en contre-plongée, dans un lit défait ou par terre. Si les femmes prises en photos changent à chaque semaine, révélant leur caractère jetable, on suppose que le photographe reste le même.

entourant la prostitution. Il n'a pas la prétention d'être neutre, ni ne prétend à avoir pu saisir toute la complexité du phénomène. Toutefois, la question initialement posée reste : doit-on préciser la revendication de l'ASSÉ concernant la marchandisation du corps des femmes? Serait-il préférable de l'affirmer clairement ou laisser planer des sous-entendus? Ou encore, devrions-nous ouvrir un débat de fond sur cette question controversée qui sommes toute, a été galvaudée dans l'adoption de cette revendication?

Recrudescence des anti-féministes: les masculinistes

Par Geneviève Simon
Étudiante au Cégep de Maisonneuve

La plupart des femmes ont l'impression que, de nos jours, le féminisme est une lutte gagnée. Détrompez-vous! Il y a de cela à peine quelques années, les femmes n'avaient pas le droit de vote, pouvaient se faire violer par leur mari sans recours juridique contre leur agresseur et ne gagnaient pas les mêmes salaires. L'égalité des sexes s'acquiert par la lutte.

Une lutte d'ailleurs trop souvent oubliée. Le 8 mars approchant à grand pas, il est temps de se commémorer les efforts mis par nos mères et nos grand-mères pour nous assurer des droits. Nous venons à peine, au Québec, d'obtenir une certaine équité salariale arrachée de force à nos gouvernements et les chèques ne sont même pas tous envoyés. Malheureusement, la plupart des femmes ou des jeunes ne se sentent plus touchés par les inégalités liées au sexe. Alors que le féminisme perd des adeptes, le masculinisme, lui, monte en flèche. Déjà, les gains obtenus par de longues luttes sont remis en question. Les groupes masculinistes se créent et s'organisent rapidement et ils pourraient avoir des effets néfastes pour la cause des femmes.

La plupart des mouvements féministes considèrent le masculinisme comme un mouvement visant à défendre des privilèges masculins dans notre société et ce, même au détriment des droits des femmes. Le masculinisme est en fait un regroupement anti-féministe, qui considère les femmes et les féministes comme la source des problèmes masculins. En fait, ce serait la faute des femmes qui ont mené une lutte pour acquérir des droits si, par exemple, le taux de décrochage scolaire est plus élevé chez les hommes que chez les femmes ou encore le fait que les femmes obtiennent plus souvent la garde de leurs enfants que les hommes.

Bref, les groupes masculinistes prônent un retour aux sociétés patriarcales d'antan. Les femmes auraient effectivement ébranlé les hommes dans leur assurance personnelle en réclamant d'être reconnues comme égales aux hommes à part entière. Certains hommes se sentiraient moins diminués si les femmes, jeunes ou vieilles, reprenaient la place qui leur revient selon eux: une bonne femme au foyer à l'écoute de son mari, prête à faire le souper tout en étant moins éduquée qu'actuellement (évidemment!). Car, en effet, comment pourrions-nous redevenir les bonniches de ces hommes si nous connaissons nos droits, nos acquis, l'Histoire, etc... Tant de connaissances ne pourraient qu'être néfastes

pour la domination du patriarcat.

D'ailleurs, parlons-en du patriarcat! À peine est-il un peu ébranlé par les luttes récentes des femmes que certains hommes crient au scandale! Pourtant, malgré les luttes acharnées des féministes, le patriarcat est toujours un système en place dans notre société. Plusieurs exemples concrets le démontrent très bien. N'y a-t-il pas plus d'hommes que de femmes qui gouvernent au Québec comme au Canada? Les emplois typiquement masculins ne sont-ils pas encore mieux rémunérés que les emplois typiquement féminins à tâches similaires? La femme ne doit-elle pas toujours être perçue comme un objet désirable pour l'homme, tel que véhiculé par les médias et les propagandistes? Le patriarcat est donc toujours bien présent.

En fait, le masculinisme est apparu dans les années 1950 aux États-Unis. Les pre-

“Alors que le féminisme perd des adeptes, le masculinisme, lui, monte en flèche. Déjà, les gains obtenus par de longues luttes sont remis en question”

miers masculinistes se révoltaient du fait qu'ils avaient perdu tel ou tel procès contre leurs anciennes compagnes et se faisaient voir comme des martyrs. Pourtant, comme l'affirme le chercheur Jean-Claude St-Amant de l'Université Laval, le masculinisme n'est qu'une réaction: « On peut justifier très facilement de parler de condition féminine, comme



on peut parler de condition ouvrière ou, ici au Canada, de condition autochtone; il s'agit là de groupes particuliers qui, pour un certain nombre de raisons,

subissent des discriminations. Mais on a utilisé le terme et on l'a tout simplement inversé: si la condition féminine existe, il existerait aussi une condition masculine. Le tout part du raisonnement suivant: s'il y a égalité entre les sexes, il doit y avoir un pendant masculin à la condition féminine. A ceci près qu'il n'y a pas de réalité qui rejoint les mots, il n'y a pas d'hommes systématiquement discriminés en tant qu'hommes. Oui, il y a des discriminations sur la base de la classe sociale où des hommes sont aussi victimes, mais ils ne le sont pas en tant qu'hommes. Donc, à partir de concepts détournés de leur sens, les "masculinistes" se sont donnés une légitimité, en disant par exemple, il y a du "féminisme", pourquoi pas du "masculinisme", il y a une condition féminine, donc il doit y avoir une condition masculine ».

Le masculinisme n'est donc qu'une idéologie réactionnaire qui met sur les épaules des femmes tous les problèmes des hommes. Rappelons-nous de la fusillade à la Polytechnique: Marc Lépine y avait tué une dizaine d'étudiantes de façon préméditée. Un groupe masculiniste, l'Après-Rupture, défend toutefois ce fou, en affirmant que Marc Lépine n'était pas sexiste, qu'il était en fait « un défenseur des droits des hommes extrémistes » et qu'« il se battait contre le sexisme féministe ».

Un autre bon exemple de groupes masculinistes est Fathers-4-Justice. Derrière des pancartes aux allures dramatiques, du genre « Papa t'aime » se cachent certains hommes frustrés par la condition féminine. Un tour sur le site Internet: <http://www.papataime.com/quebec.html> ou encore <http://www.fathers-4-justice.ca/portail/index.php> permet de voir ces frustrations anti-féministes. Ils s'y amusent à dénoncer des féministes ou à insulter des femmes.

Pourtant, les femmes se sentent aujourd'hui beaucoup plus libres dans leurs agissements et bon nombre d'hommes semblent bien heureux que leurs copines, amies, amoureuses, aient une tête sur les épaules et soient considérées comme égales à l'Homme.

Sources:

http://www.arte.tv/fr/histoire-societe/Quand_20des_20p_C3_A8res_20se_20vengent/Le_20masculinisme/813720.html

<http://nefac.net/node/1810>

<http://www.fathers-4-justice.ca/portail/index.php>

<http://www.papataime.com/quebec.html>

Qu'est-ce que l'ASSÉ

L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) est une organisation de type syndical qui regroupe, à l'échelle du Québec, plusieurs associations étudiantes à la fois collégiales et universitaires. Elle incarne, aujourd'hui, la continuité d'un courant qui a fait du mouvement étudiant, depuis quarante ans, un acteur incontournable de la société québécoise et un important agent de progrès social en éducation.

Le droit à l'éducation

L'ASSÉ considère l'éducation comme un droit fondamental pour les membres de la société et non comme un privilège. Dans cette optique, chaque membre de la société a le droit à une éducation gratuite publique, accessible, laïque et de qualité, libre de toute forme de discrimination.

En matière de frais de scolarité, la seule politique progressiste c'est sans équivoque la gratuité scolaire à tous les niveaux pour tous et toutes. Elle représente un objectif indispensable dans la lutte au régime discriminatoire de l'endettement étudiant, qui obstrue l'accès des personnes à faible revenu à l'enseignement supérieur, reproduisant les inégalités sociales. Par ailleurs, pour que le système d'éducation permette l'épanouissement politique, social, économique et culturel de ses bénéficiaires, il ne peut être que public. Son financement doit donc être assuré par l'État. C'est ce qui motive l'ASSÉ à dénoncer la tendance des dernières années, encouragées par le recul du financement public, à la colonisation des institutions d'enseignement par les entreprises privées. Celles-ci doivent plutôt contribuer au financement des établissements scolaires par le biais des impôts et non par des investissements directs qui subordonnent les activités d'éducation aux étroites finalités de la production capitaliste. Ainsi, il est impératif, afin d'avoir un enseignement de qualité, d'obtenir un réinvestissement massif de fonds publics.

Une stratégie efficace

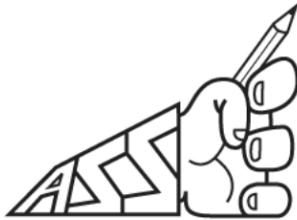
On ne peut dissocier l'analyse de la pratique. À des revendications progressistes, en rupture avec l'ordre établi, correspond nécessairement une stratégie d'action particulière. Cette stratégie c'est le syndicalisme étudiant de combat. Cela implique, dans un premier temps, le développement de pratiques syndicales dynamiques et démocratiques.

À ce titre, il faut multiplier les occasions de débats et de pratiques de la démocratie directe. Ainsi, l'assemblée générale est l'endroit par excellence pour ce faire. L'ASSÉ est favorable à l'idée de pousser cette démocratisation le plus loin possible, dans une perspective d'autogestion. En effet, ce sont les personnes qui sont le plus concernées par les décisions prises pour la gestion des établissements d'enseignement qui sont les plus aptes à prendre lesdites décisions. À savoir, les étudiantes, les étudiants et les travailleuses, travailleuses.

De plus, le syndicalisme de combat nous amène à démontrer notre solidarité avec les mouvements sociaux visant le mieux-être de la société. En effet, nous voulons non seulement défendre les intérêts matériels qui nous concernent en tant qu'étudiants et étudiantes mais tout ce qui nous concerne en tant que membres entiers de la société. Cette solidarité entre les luttes sociales permet aussi la construction d'un rapport de force d'autant plus fort pour faire plier le gouvernement, ou les adversaires en cause, et ainsi obtenir les gains des différents groupes engagés dans la lutte.

D'autre part, puisqu'il est impossible de s'en remettre à la bonne volonté des gouvernements et des administrations pour la sauvegarde du droit à l'éducation, il faut miser sur la construction permanente d'un rapport de force, d'un contre-pouvoir. En ce sens, l'ASSÉ travaille sans relâche à l'information et la mobilisation massive et systématique du mouvement étudiant québécois.

Un rapport de force permet une négociation d'égal à égal dans les dossiers et les enjeux qui concernent la population étudiante québécoise et est d'autant plus nécessaire lorsque des décisions sont prises à l'encontre des intérêts des étudiantes et des étudiants. L'ASSÉ ne s'oppose pas à toute négociation. Seulement, elle croit nécessaire que ce genre de processus ne soit entamé qu'une fois que la population étudiante est informée et mobilisée. En plus d'augmenter de façon significative les chances de succès d'un tel processus, cela assure un contrôle démocratique par les Assemblées Générales.



L'ASSÉ, c'est ses membres!

À l'intérieur de l'ASSÉ, chaque association étudiante est souveraine. Les décisions prises par des délégués en Congrès ne deviennent pas automatiquement des résolutions que chaque association membre doit appliquer sans l'accord de l'assemblée générale ! Au contraire, l'ASSÉ encourage et aide les associations membres à tenir des assemblées générales régulièrement afin de donner à celle-ci le dernier mot sur des revendications ou un plan d'action national.

En ce sens, l'ASSÉ est un outil très intéressant qui permet de soutenir une vie démocratique active dans les établissements membres. Pour que cette structure fonctionne efficacement, il est nécessaire que les membres de l'ASSÉ s'y impliquent, la prennent en charge.

Qu'est-ce que l'Ultimatum

L'Ultimatum est le journal de l'ASSÉ, il est produit par le Comité journal aidé par des collaborateurs et collaboratrices. Il est publié plusieurs fois par année et il est distribué par l'entremise des militants et des militantes d'associations étudiantes à travers le Québec. Il a comme but premier de faire la promotion de l'ASSÉ, de ses revendications et de ses plans d'action qui sont votés en Congrès par des délégués des associations membres.

L'Ultimatum se démarque des médias de masse en mettant de l'avant des positions claires et des buts précis sans se cacher derrière une fausse objectivité. Le ton journalistique employé par les grands journaux cache trop souvent des positions favorables à l'idéologie que véhiculent les classes dominantes. L'Ultimatum dévoile l'envers de la médaille sur la question de l'éducation principalement, mais aussi sur d'autres enjeux sociaux en permettant la diffusion d'un point de vue progressiste.

L'information est à la base d'un réel pouvoir. Par la production d'un journal dont le contenu est déterminé par et pour les étudiantes et étudiants (par la pratique de la démocratie directe en Assemblée Générale), l'ASSÉ se dote d'un outil essentiel à la construction d'un rapport de force!

Abonnez-vous à l'Ultimatum!

Si vous êtes intéressé-e-s ou votre organisme est intéressé à s'abonner à notre journal Ultimatum, veuillez remplir le formulaire de demande d'abonnement et nous l'envoyer à notre adresse inscrite dans le formulaire.

Toute reproduction et/ou diffusion des informations contenues dans le présent journal est fortement recommandée et chaudement applaudie... à condition d'en mentionner la source!

Visitez notre site internet!

- Section d'actualités
- Calendrier d'événements
- Banque de documents complète
- Numéros précédents du journal
- Fonction de recherche
- Forum de discussion

www.asse-solidarite.qc.ca



Attention : ce journal est
R UTILISABLE ET
RECYCLABLE !

SVP faites votre part pour l'environnement et réutilisez ce journal en le donnant à une autre personne ou en le déposant dans un présentoir! Sinon, déposez-le dans un bac à recyclage!

Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)

2570 Nicolet, local 301
Montréal, Québec H1W 3L5,
514-390-0110
www.asse-solidarite.qc.ca

Pour joindre l'exécutif :
executif@asse-solidarite.qc.ca

Pour joindre le comité journal :
ultimatum@asse-solidarite.qc.ca

3

Pour une meilleure conciliation études-famille

Encore aujourd'hui, la majorité des familles monoparentales sont dirigées par une femme. Ces femmes assument, en plus d'un travail, les tâches de deux parents à la fois. Pour ce qui est des femmes monoparentales aux études, la situation se complique puisqu'elles doivent conjuguer travail, famille, cours et temps d'étude.

Dans un esprit d'analyse critique féministe, FASSÉ s'est donc penchée sur la situation précise que vivent les parents aux études. Elle s'est positionnée, au congrès d'automne 2006, pour la promotion, l'accessibilité et la flexibilité d'un système de garde public dans les institutions d'éducation post-secondaire, incluant des horaires de garderie adaptés aux horaires de cours dans le but d'assurer une conciliation études-famille.

Les Centres de la Petite Enfance (CPE) constituent un réseau de garderies décentralisé, mais public tout de même, dont les horaires varient d'un lieu à l'autre. Cependant, la majorité des CPE ont des horaires très peu flexibles, tout comme les services de garde privés. Il y a des systèmes de garde en milieu familial qui existent depuis plusieurs années, mais en raison des coupures massives du gouvernement québécois, ceux-ci sont maintenant centralisés et plus ou moins fonctionnels. C'est-à-dire que la gestion de ce gardiennage en milieu familial se fait par une « entreprise » qui peut représenter jusqu'à 450 foyers. Une grande majorité des étudiantes et des étudiants n'ont pas d'autre choix que d'y avoir recours, car elles et ils ont soit des cours, soit un travail de soir. De surcroît, il est presque inévitable pour ces personnes d'utiliser ces services en milieu familial, car il n'y a tout simplement pas de place dans les CPE. Certains CPE ont plus de 1000 noms sur leurs listes d'attente. Il est important de noter que le nombre d'enfants permis varie fréquemment entre 40 et 70 par institution. La moyenne d'attente pour obtenir une place est de 2 ans, mais celle-ci peut

s'allonger jusqu'à 5 ans! L'ironie dans cette situation, c'est que les CPE ne prennent plus d'enfants à l'âge de 5 ans, car le petit ou la petite est désormais assez âgé-e pour entrer à la maternelle.

Ces coupures gouvernementales affectent non seulement le fonctionnement des garderies, mais aussi l'admission des enfants à temps partiel, considérés moins rentables. Elles influent aussi sur la rigidité des horaires des services de garde. Ceux-ci ouvrent généralement de 7h30 à 17h30, ce qui peut empêcher les parents de voir leurs enfants pour une bonne partie de la journée (la loi sur les CPE déclarant qu'un enfant inscrit à temps plein doit passer un minimum de quatre heures en centre par jour). Ensuite, très peu de CPE ou de garderies offrent des services de garde de soir et/ou de nuit et à temps partiel, services très en demande par les parents aux études ayant des horaires atypiques. Selon la Presse, « ces horaires sont rares en CPE. Sur les quelques 200 000 places offertes, 10 enfants fréquentent un service de garde de nuit, 406 la fin de semaine, 430 en programmes de demi-journée et 14 600 à temps partiel. »

Finalement, un parent aux études est obligé, afin de conserver sa place en garderie ou en CPE, de la payer à l'année longue, peu importe si le ou les parents ont la possibilité de s'occuper de leur(s) enfant(s) durant la période estivale. Les CPE font donc payer les parents, sans offrir le service, sous la menace de perdre la place si jamais elles ou ils arrêtent de payer. Évidemment, c'est encore une fois le manque criant de places, ainsi que les coupures massives dans le système de service de garde qui incitent ces institutions à agir de la sorte. Deux mois à payer la garde d'un

enfant, alors que le besoin n'y est pas toujours, ajoute encore une fois au fardeau financier des parents aux études.

Il n'en reste pas moins que lorsque l'on parle de précarité dans les familles, les parents aux études vivent des situations parmi les plus difficiles. Si la gratuité scolaire était chose acquise au Québec, le fardeau financier des parents serait allégé à la fois du coût de leur éducation, mais également de celle de leurs enfants. Pourtant, le gouvernement agit de façon inverse en retirant le montant provenant du régime d'assurance parentale que reçoivent les parents aux études du calcul de leurs prêts et bourses, celui-ci étant considéré comme un revenu.

...
 * BÉAUCHEMIN, Malorie. Des CPE à temps partiel dit l'un prochain, La Presse, vendredi 15 juin 2007.

